

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

---

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2004/200179]

**23 DECEMBRE 2003. — Circulaire adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**TITRE I<sup>er</sup>. — *Alimentation du Fonds Energie***

**I. Bases légales**

- Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité
- Décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz
- Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte
- Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité
- Arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier tel que modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 11 décembre 2003;
- Arrêté ministériel du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et procédures d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

**II. Sources d'alimentation du Fonds Energie**

**1. En électricité**

**a) par le produit des redevances suivantes :**

- examen du dossier relatif à la déclaration d'utilité publique
- examen du dossier sollicitant l'autorisation de construction de nouvelles lignes directes
- examen du dossier sollicitant l'octroi d'une licence de fourniture

**b) par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur électrique**

**c) par le produit de la redevance de raccordement**

**d) par le produit des amendes administratives**

- art. 53, § 1<sup>er</sup> : non-respect des dispositions déterminées par le décret électricité et ses arrêtés d'exécution
- art. 53, § 2 : non-respect des quotas de certificats verts

**2. En gaz**

**a) par le produit des redevances suivantes :**

- examen du dossier relatif à la déclaration d'utilité publique
- examen du dossier sollicitant l'autorisation de construction de nouvelles conduites directes

**b) par les moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, en vue de financer les obligations de service public du secteur gazier**

**c) par le produit de la redevance de raccordement**

**d) par le produit des amendes administratives imposées en cas de non-respect des dispositions du décret gaz et de ses arrêtés d'exécution**

3. par le transfert du solde des fonds supprimés en vertu des articles 58 et 62 du décret gaz

### III. Procédures administratives de versement ou de recouvrement des montants dus

#### 1. Produits des redevances visées aux points II.1.a. et II.2.a. (redévances pour examen de dossiers)

Le demandeur est tenu de préciser dans son dossier :

- Les nom et prénom ou la raison sociale
- L'adresse complète
- Le numéro de compte bancaire

L'administration de l'Energie complète l'ordre de recettes et le transmet au Receveur général qui l'envoie au demandeur.

L'ordre de recette mentionne explicitement

- le numéro de compte sur lequel le montant doit être versé
- la communication à reprendre dans le bulletin de versement
- le délai endéans lequel le versement doit être effectué
- les voies de recours dont disposent le demandeur

#### 2. produit de la redevance de raccordement visée aux points II.1.c. et II.2.c. (redévance de raccordement)

##### 2.1. perception de la redevance

- l'arrêté du gouvernement du 11 décembre 2003 modifiant l'arrêté du gouvernement wallon du 19 juin 2003 relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier a fondamentalement revu le mécanisme de perception de cette redevance en se rapprochant du système mis en place dans le cadre de la perception de la cotisation énergie (loi du 22 juillet 1993).

- Principes :

1. Tout fournisseur transmet une déclaration de profession

2. La redevance de raccordement est perçue sur base de la facture déterminant le volume de consommation du client

3. Le fournisseur transmet mensuellement une déclaration relative aux factures (de consommation et intermédiaires) comptabilisées au cours du mois précédent. Le formulaire ad hoc sera déterminé dans l'arrêté ministériel établissant le modèle de la déclaration à transmettre par le fournisseur en vue de l'acquittement de la redevance de raccordement pris en exécution de l'article 5 de l'AGW relatif à la redevance de raccordement.

4. Le fournisseur acquitte mensuellement une avance correspondant aux redevances associées aux factures

4.1. Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel,

- le fournisseur peut déduire un forfait de 0,5 % afin de tenir compte des factures impayées

- Lors de la clôture annuelle des comptes, le fournisseur communique à la division de l'Energie les documents relatifs aux créances irrécouvrables enregistrées en comptabilité

- Après vérification des documents transmis, soit le montant des redevances irrécouvrables équivaut au forfait, soit ce montant est inférieur ou supérieur et il y a alors compensation. Dans ce cas, le fournisseur verse la différence ou récupère le trop versé en déduisant ce montant du versement ultérieur.

4.2. Pour les clients dont le relevé est mensuel, le forfait n'est pas appliqué, il est tenu compte du montant réel des créances irrécouvrables

2.2. modalités de versement par le fournisseur

- chaque fournisseur mentionne sur chaque bulletin de versement ou virement électronique la communication libre « référence du donneur d'ordre-Vecteur énergétique E ou G -RR/mois/année »

- le versement est effectué au profit du compte fonds Energie N° 091-2150209-39

2.3. mesure transitoire

1. Tous les fournisseurs en activité à la date d'entrée en vigueur de l'AGW du 11 décembre 2003 remettent leur première déclaration pour le 15 janvier 2004

2. Les fournisseurs acquittent le premier versement pour le 30 décembre 2003

3. Pour ce 1<sup>er</sup> versement, les modalités de versement sont les suivantes :

- Compte recettes générales
- N° 091-2150200-30
- Communication « RR 12/03 »

3. produits des amendes administratives visées aux points II.1.d. et II.2.d.

3.1. produit de l'amende administrative imposée pour non-respect des dispositions des décrets électricité et gaz et de leurs arrêtés d'exécution

- lorsque la CWAPE notifie le montant définitif de l'amende à payer au contrevenant, elle transmet une copie de ce courrier le même jour à l'administration de l'énergie en précisant explicitement les nom et prénom ou la raison sociale du contrevenant, son adresse complète et son numéro de compte bancaire

- L'administration de l'Energie complète l'ordre de recettes et le transmet au Receveur général qui l'envoie au demandeur.

- L'ordre de recette mentionne explicitement

— le numéro de compte sur lequel le montant doit être versé

— la communication à reprendre dans le bulletin de versement

— le délai endéans lequel le versement doit être effectué, soit dans les trente jours de la notification de la CWAPE.

3.2. produit des amendes à payer pour non respect des quotas de certificats verts

- lorsque la CWAPE notifie au(x) fournisseur(s) et gestionnaire(s) de réseau de distribution le montant définitif de l'amende à payer, elle transmet le même jour à l'administration de l'énergie une copie de ce courrier en précisant explicitement les nom et prénom ou la raison sociale du(des) fournisseur(s) et gestionnaire(s) de réseau de distribution, son adresse complète et son numéro de compte bancaire

- L'administration de l'Energie complète l'ordre de recettes et le transmet au Receveur général qui l'envoie au demandeur.

- L'ordre de recette mentionne explicitement

— le numéro de compte sur lequel le montant doit être versé

— la communication à reprendre dans le bulletin de versement

— le délai endéans lequel le versement doit être effectué, soit dans les trente jours de la notification de la CWAPE.

IV. Application de la T.V.A.

L'article 26 du code de la taxe sur la valeur ajoutée stipule en son alinéa 3 qu'en ce qui concerne notamment les prestations de services, « sont également à comprendre dans la base d'imposition les impôts, droits, prélèvements et taxes ». Cette taxe doit dès lors être perçue sur le montant de la redevance de raccordement.

**TITRE II. — Modalités administratives et comptables de la gestion des primes octroyées par l'intermédiaire des fournisseurs**

I. Formulaires à remplir par les bénéficiaires

L'annexe 1 à la présente circulaire présente les formulaires qui seront mis à disposition des bénéficiaires des différentes primes.

Ces documents pourront soit être retirés auprès des fournisseurs (dans la mesure où ce fournisseur octroie effectivement la prime demandée) et de l'administration de l'Energie, soit être téléchargés à partir du site portail de l'Energie (<http://energie.wallonie.be>).

II. Versement de l'avance

- L'article 8 de l'AGW relatif aux obligations de service public détermine le calcul du montant de l'avance.

- La note demandée en application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'AGW du 10 avril 2003 est établie sous format informatique, tableau excel.

- Dès lors que l'administration a mis les montants en liquidation, il faut compter +/- 45 jours pour que l'argent soit sur le compte du fournisseur.

III. Remboursement des primes octroyées

- Chaque trimestre, les fournisseurs adressent à l'Administration en trois exemplaires, conformément à l'article 8, § 2 de l'AGW du 10 avril 2003, une déclaration de créance accompagnée des trois tableaux transmis mensuellement sous format informatique ainsi que des pièces justificatives relatives aux primes effectivement payées.

Dès lors que l'administration a procédé aux vérifications et a mis les montants en liquidation, il faut compter +/- 45 jours pour que l'argent soit sur le compte du fournisseur.

- Conformément à la décision du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003, une enveloppe équivalant à 50 % du budget global des « primes – personnes physiques » à distribuer via leur intermédiaire sera réservée pendant six mois et répartie entre les différents fournisseurs au prorata du nombre d'habitants (de clients) qu'ils desservent

- Les fournisseurs traitent les demandes de primes en respectant, par type de primes, le budget maximal déterminé par le Gouvernement wallon.

- Si le budget alloué à un fournisseur est épuisé avant le 30 juin, les demandes sont mises en suspens et le fournisseur adresse au demandeur un accusé de réception précisant que sa demande sera traitée, dans la mesure du budget encore disponible, après le 1<sup>er</sup> juillet.

- Au 1<sup>er</sup> juillet, les fournisseurs introduisent à la Région la liste des demandes recevables en attente conformément au tableau déterminé à l'annexe 2;

- L'administration répartit, entre les fournisseurs, le montant du budget encore disponible au prorata de ces demandes.

— Si, le budget (soit 50 % du budget initial) est suffisant pour couvrir l'ensemble des demandes en attente, le solde sera réparti au prorata de l'ensemble des dossiers traités par fournisseur.

— Si, le budget (soit 50 % du budget initial) est insuffisant pour couvrir l'ensemble des demandes en attente, l'administration affecte le budget aux différents fournisseurs en fonction de la date d'entrée des demandes.

— Dès lors que le budget global affecté à une mesure (type de prime) excède de 25 % le montant initial, l'actualisation du plan est soumise au Gouvernement wallon.

- Conformément à la décision du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003, le mécanisme de la réservation d'une enveloppe par fournisseur sera évalué 2004.

#### IV. Suivi budgétaire analytique du Fonds Energie

- Conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 11 décembre 2003 relatif aux modalités et procédures d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, chaque fournisseur envoie mensuellement à l'administration, par fichier électronique, deux tableaux concernant respectivement les personnes physiques et les personnes morales et comprenant pour chaque type de prime les données suivantes :

- Pour les personnes physiques :

nom et prénom

Adresse du domicile

montant octroyé

date réception des dossiers

date d'envoi de l'accusé de réception

date de paiement de la prime

- Pour les personnes morales :

Raison sociale et n° T.V.A.

Adresse du siège d'exploitation où ont été réalisés les investissements

montant octroyé

date réception des dossiers

date d'envoi de l'accusé de réception

date de paiement de la prime

- Les différentes primes doivent être introduites selon la codification définie aux annexes 3 et 4

- Un modèle de tableau est déterminé à l'annexe 5 (pour les personnes physiques) et à l'annexe 6 (pour les personnes morales)

- Sur base des données introduites par les fournisseurs et sans préjudice de l'examen ultérieur des dossiers, l'administration transmet à tous les fournisseurs, dans le mois qui suit la transmission du fichier électronique, un tableau précisant par type de prime : le nombre global de primes octroyées et le budget y afférent, la répartition par fournisseur et le budget y afférent.

- Dès lors que 80 % du budget global d'une mesure (type de prime) est dépensé, l'administration avertit chaque fournisseur par courrier électronique avec accusé de réception et toutes les demandes sont mises en suspens; la transmission des données (telle que prévue à la 1re puce du présent point) devient hebdomadaire et l'accord de l'administration est transmis dans les 3 jours ouvrables.

- Au même moment et conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 11 décembre 2003, l'administration publie un avis au *Moniteur belge*, dans les médias couvrant le territoire de la Région wallonne et sur son site portail <http://energie.wallonie.be>.

Namur, le 23 décembre 2003.

**ANNEXE 1 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Formulaires A, B, C, D, E et F**

**FORMULAIRE A - PERSONNES PHYSIQUES – 2004**  
**(formulaire à renvoyer au fournisseur d'électricité)**

**DEMANDE DE PRIME CONCERNANT L'ACQUISITION D'UN REFRIGERATEUR  
 OU D'UN CONGÉLATEUR A+ et A++, D'UN LAVE-LINGE AAA OU D'UN  
 ENSEMBLE DE 5 AMPOULES FLUOCOMPACTES**  
 (remplir un formulaire par prime demandée)

Coordonnées du demandeur

Nom :			
Prénom :			
Domicilié à :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
	Tél :		
	E-mail :		
N° de compte bancaire <sup>1</sup> :	_____		
ouvert au nom de :			

Montant de l'achat : EUR

Montant de la prime demandée : EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- original ou photocopie de la preuve d'achat ;
- éventuellement ticket de caisse (uniquement pour ampoules fluo-compactes)
- copie de la preuve de paiement (si preuve d'achat non acquittée)
- étiquette indiquant l'efficacité énergétique (A+, A++,...)
- partie d'emballage ou document prouvant le respect des critères techniques (pour ampoules fluo-compactes)

Je soussigné,

....., demandeur, certifie que l'appareil électroménager ou les lampes économiques pour lesquels j'introduis cette demande de prime sera utilisé à des fins privées à l'adresse suivante :

Fait à ..... le .....

Signature du demandeur

<sup>1</sup> Le titulaire du n° de compte doit être la personne à qui la facture a été adressée

**Respect de la vie privée**

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

**Médiateur de la Région wallonne**

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

**FORMULAIRE B - PERSONNES PHYSIQUES – 2004**  
**(formulaire à renvoyer au ministère de la Région wallonne – Division Energie)**

**DEMANDE DE PRIME CONCERNANT L'ISOLATION DU TOIT, DES MURS, DU  
 SOL OU LE REMPLACEMENT DE SIMPLE VITRAGE PAR DU DOUBLE  
 VITRAGE DANS UNE HABITATION EXISTANTE**  
 (remplir un formulaire par prime demandée)

Coordonnées du demandeur

Nom :			
Prénom :			
Domicilié à :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
	Tél :		
	E-mail :		
N° de compte bancaire <sup>2</sup> :	_____		
ouvert au nom de :			
Adresse de l'habitation où ont été réalisés les travaux	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	

<sup>2</sup> Le titulaire du n° de compte doit être la personne à qui la facture a été adressée

Renseignements techniques

Isolation de parois (cochez la paroi isolée)	<input type="checkbox"/> Toiture	Superficie isolée :	m <sup>2</sup>
	<input type="checkbox"/> Mur		
Matériaux utilisés - dénomination :	<input type="checkbox"/> Plancher		
	Valeur $\lambda$ de l'isolant :	W/m K	
	Epaisseur de l'isolant placé d :	m	
Toiture - coefficient R de l'isolant ( $d/\lambda$ ) :	m <sup>2</sup> K/W		
Murs ou Planchers - Valeur U( $d/\lambda$ ) :	W/m <sup>2</sup> K		
Cochez le cas correspondant	<input type="checkbox"/> Fenêtre	Superficie installée :	m <sup>2</sup>
	Châssis installé - dénomination :		
	Valeur U :	W/m <sup>2</sup> K	
Vitrage installé - dénomination :			
Valeur U :	W/m <sup>2</sup> K		
Le vitrage remplacé était-il du simple vitrage :	OUI / NON		

Prix du matériel d'isolation acheté/ des prestations de l'entrepreneur : EUR

Montant de la prime demandée : EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- original ou copie de la facture (avec caractéristiques techniques)
- copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée)
- document permettant d'identifier les renseignements techniques donnés ci-dessus (si non mentionnés sur la facture)
- photo des installations avant travaux et une photo de la nouvelle installation (pour l'isolation du toit et le remplacement de simple vitrage par du double vitrage)
- rapport d'audit énergétique (pour l'isolation des murs et planchers)
- copie de la dernière facture établie par le fournisseur de gaz naturel (si l'habitation du demandeur est raccordée au gaz naturel)

Je soussigné....., demandeur, certifie que le permis de bâtir pour l'habitation dans laquelle se sont effectués les travaux a été octroyé avant le 1<sup>er</sup> décembre 1996.

Fait à.....le.....

Signature du demandeur

**Respect de la vie privée**

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

**Médiateur de la Région wallonne**

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

**FORMULAIRE C - PERSONNES PHYSIQUES – 2004**  
**(formulaire à renvoyer au ministère de la Région wallonne – Division Energie)**

**DEMANDE DE PRIME CONCERNANT LA REALISATION DE TRAVAUX  
D'ISOLATION DANS UN LOGEMENT NEUF**  
 (remplir un formulaire par prime demandée)

Coordonnées du demandeur

Nom :			
Prénom :			
Domicilié à :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
	Tél :		
	E-mail :		
N° de compte bancaire <sup>3</sup> :	_____		
ouvert au nom de :			
Adresse de l'habitation où ont été réalisés les travaux	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	

Montant de la prime demandée : EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- Attestation établie par l'architecte indiquant la date de réception provisoire de l'habitation et la valeur K ou Be)
- Copie du formulaire de calcul pour le coefficient K ou Be (formulaire joint à la demande de permis d'urbanisme)
- Document décrivant les parois de l'habitation (à établir par l'architecte)

Je soussigné,....., le demandeur, certifie que l'habitation n'est ni équipée d'un système de chauffage électrique ni d'un système d'air conditionné électrique.

Fait à.....le.....

Signature du demandeur

<sup>3</sup> Le titulaire du n° de compte doit être la personne à qui la facture a été adressée

Respect de la vie privée

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

Médiateur de la Région wallonne

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

**FORMULAIRE D - PERSONNES PHYSIQUES – 2004**

**DEMANDE DE PRIME CONCERNANT LA REALISATION DE TRAVAUX  
D'INSTALLATION D'UNE CHAUDIERE AU GAZ A BASSE TEMPERATURE OU A  
CONDENSATION, D'UN CHAUFFE-EAU INSTANTANE AU GAZ, D'UNE POMPE  
A CHALEUR, D'UNE CHAUDIERE AU BOIS, D'UN POELE DE MASSE, D'UNE  
UNITE DE MICRO-COGENERATION ET DE REGULATION THERMIQUE**  
(remplir un formulaire par prime demandée)

Coordonnées du demandeur

Nom :			
Prénom :			
Domicilié à :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
	Tél :		
	E-mail :		
N° de compte bancaire <sup>4</sup> :	_____ - _____ - _____		
ouvert au nom de :			
Adresse de l'habitation où ont été réalisés les travaux	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	

<sup>4</sup> Le titulaire du n° de compte doit être la personne à qui la facture a été adressée

Renseignements techniques

Installation concernée (cochez la case correspondante)	<input type="checkbox"/> Chaudière au gaz à basse température <input type="checkbox"/> Chaudière au gaz à condensation <input type="checkbox"/> Chauffe-eau instantané au gaz <input type="checkbox"/> Pompe à chaleur <input type="checkbox"/> Chaudière au bois <input type="checkbox"/> Poêle de masse <input type="checkbox"/> Unité de micro-cogénération <input type="checkbox"/> Régulation thermique
Description des travaux réalisés :	
Caractéristiques techniques du système installé :	

Prix de l'installation/des travaux : EUR

Montant de la prime demandée : EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- Original ou photocopie de la facture (avec caractéristiques techniques)
- copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée)
- d'une attestation accompagnée d'une note de calcul renseignant la valeur du niveau d'isolation thermique globale K ou du niveau des besoins en énergie Be. (uniquement pour l'installation d'une pompe à chaleur)

Fait à.....le.....

Signature du demandeur

Respect de la vie privée

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

Médiateur de la Région wallonne

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

**FORMULAIRE E - PERSONNES PHYSIQUES – 2004**  
**(formulaire à renvoyer au ministère de la Région wallonne – Division Energie)**

**DEMANDE DE PRIME CONCERNANT LA REALISATION D'UN AUDIT  
ENERGETIQUE  
OU D'UN AUDIT PAR THERMOGRAPHIE**

Coordonnées du demandeur

Nom :			
Prénom :			
Domicilié à :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
	Tél :		
	E-mail :		
N° de compte bancaire <sup>5</sup> :	_____		
ouvert au nom de :			
Adresse de l'habitation où ont l'audit a été réalisé	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	

Renseignements techniques

Auditeur/Architecte qui a réalisé l'audit	Nom : _____ Prénom : _____		
Adresse professionnelle	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
Téléphone :			
Type d'audit réalisé	Description :		

<sup>5</sup> Le titulaire du n° de compte doit être la personne à qui la facture a été adressée

Prix de l'audit : EUR

Montant de la prime demandée : EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- original ou photocopie de la facture
- copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée)
- rapport d'audit

Fait à.....le.....

Signature du demandeur

Respect de la vie privée

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

Médiateur de la Région wallonne

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

**FORMULAIRE F - PERSONNES MORALES – 2004**  
**DEMANDE DE PRIME DANS LE CADRE DU FONDS ENERGIE**  
(remplir un formulaire par prime demandée)

Coordonnées du demandeur

<b>INSTITUTION OU ORGANISME</b>			
Dénomination :			
Activité principale :			
Adresse :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	
Tél :		E-mail :	
N°de compte bancaire :			
<b>RESPONSABLE DE LA DEMANDE</b>			
Nom et Prénom :			
Fonction :			
Téléphone :			
<b>PERSONNE DE CONTACT</b>			
Nom et Prénom :			
Fonction :			
Coordonnées :	Tél :	E-mail :	
<b>SIEGE D'EXPLOITATION BENEFICIAINT DE LA PRIME</b>			
Activité du siège :			
Coordonnées :	Rue	N° :	Bte :
	Code Postal :	Commune :	

**PRIME DEMANDEE (cochez la case correspondante)**

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> l'installation de tout système de récupération de chaleur des fumées dans les fours industriels et artisanaux et les appareils de séchage ;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'un système de modulation large du brûleur permettant une régulation plus efficace;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'un système de feu direct sur les produits à chauffer ;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'aérothermes et générateurs d'air chaud à condensation et d'appareils à rayonnement ;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'une chaudière gaz à condensation ; | <input type="checkbox"/> l'installation d'une pompe à chaleur ;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'une micro-cogénération ou de cogénération de qualité ;<br><input type="checkbox"/> les travaux de régulation thermique (vannes thermostatiques, thermostat d'ambiance, sonde extérieure) ;<br><input type="checkbox"/> le remplacement de système d'éclairage (relighting);<br><input type="checkbox"/> l'installation d'un variateur de fréquence sur compresseur, ventilation et pompe ;<br><input type="checkbox"/> l'installation d'un dispositif de régulation du froid et d'optimisation des cycles de dégivrage ;<br><input type="checkbox"/> l'analyse des consommations électriques ;<br><input type="checkbox"/> la substitution du chauffage électrique des logements sociaux par le chauffage au gaz. |
|--|--|

Prix des équipements installés/prestations réalisées :

EUR

Montant de la prime demandée :

EUR

Sont joints à cette demande de prime :

- original ou copie de la facture (avec caractéristiques techniques)
- copie de la preuve de paiement (si facture non acquittée)
- une note de calcul technique permettant d'évaluer en kWh l'économie d'énergie attendue (sauf pour la prime n°12)
- en cas de prime supérieure à 2 000 , le rapport du laboratoire indépendant agréé selon la norme NBN-EN 45001 ou NBN-EN 45004 (uniquement pour les primes n°1, 2, 3 et 4)
- le rapport d'audit (uniquement pour la prime n°12)

Je déclare avoir déjà sollicité dans le cadre de cet arrêté et pour le siège d'exploitation renseigné ci-dessus les primes suivantes :

Nature de la primeMontant de la prime (EUR)

**POUR LES ENTREPRISES UNIQUEMENT (Règles de minimis)**

Je soussigné (Nom et Prénom), habilitée à  
représenter la personne morale déclare que la présente demande satisfait au respect des règles de  
minimis.

Fait à.....le.....

Signature du demandeur

**Respect de la vie privée**

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous nous adressez en complétant un formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Ministère de la Région wallonne et pourront être transmises aux services du Gouvernement wallon. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez un formulaire.

**Médiateur de la Région wallonne**

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne.

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie

J. DARAS

**ANNEXE 2 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Liste des demandes recevables en attente**

Ce tableau est à transmettre sous forme de tableau excel à l'Administration

Nom du fichier : listeattente\_fournisseur.xls

La feuille excel reprend les informations suivantes et le tableau  
Nom du fournisseur :

Nom Ou Raison sociale	Prénom Ou n° TVA	Nom de la rue	N°	Boite postale	Code postal	Localité	Type de mesure (cfr codification)	Montant à octroyer	Date de réception du dossier	Date d'envoi de l'accusé	Demande de prime recevable

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie

J. DARAS

**ANNEXE 3 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Codification des primes pour les personnes physiques**

Code de la prime	Sujet	Service traitant	Référence dans l'arrêté ministériel Fonds Energie	Montant alloué à la mesure
PP1	Achat de réfrigérateur ou de congélateur	Fournisseur	Article 2 § 1	1.075.000 €
PP2	Achat d'un lave-linge	Fournisseur	Article 2 § 2	150.000 €
PP 3	Achat d'un lot de minimum 5 ampoules pour un montant de minimum 10 €	Fournisseur	Article 2 § 3	100.000 €
PP4	Achat d'isolant pour le toit	Administration	Article 3 § 1 1°	Montant alloué pour les deux mesures PP4 et PP5 920.000 €
PP5	Achat et placement d'isolant pour le toit	Administration	Article 3 § 1 1°	
PP6	Achat et placement d'isolant sur les murs	Administration	Article 3 § 1 2°	300.000 €
PP7	Achat et placement d'isolant pour le plancher	Administration	Article 3 § 1 3°	600.000 €
PP8	Remplacement de simple vitrage par du double vitrage	Administration	Article 3 § 1 5°	1.200.000 €
PP9	Isolation de nouvelle habitation avec un K<= 45	Administration	Article 3 § 2	375.000 €
PP10	Achat et installation d'une chaudière gaz à basse température	Fournisseur	Article 4 § 1	Montant alloué pour la mesure PP10 et PP11 750.000 €
PP11	Achat et installation d'une chaudière gaz à condensation	Fournisseur	Article 4 § 2	
PP12	Installation d'un chauffe-eau instantané gaz	Fournisseur	Article 4 § 3	25.000 €
PP13	Installation d'une pompe à chaleur	Fournisseur	Article 4 § 4	75.000 €
PP14	Installation d'une chaudière mono-combustible bois à chargement automatique	Administration	Article 4 § 5	75.000 €
PP15	Achat et installation d'un poêle de masse	Administration	Article 4 § 6	112.500 €
PP16	Achat d'une installation de micro-cogénération	Administration	Article 4 § 7	62.500 €
PP17	Travaux de régulation thermique	Administration	Article 4 § 8	750.000 €
PP18	Audit énergétique	Administration	Article 5 § 1	Montant alloué pour les mesures PP18 et PP19 200.000 €
PP19	Thermographie	Administration	Article 5 § 2	

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

**ANNEXE 4 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Codification des primes pour les personnes morales**

Code de la prime	Sujet	Service Traitant	Référence dans l'arrêté ministériel Fonds Energie	Montant alloué à la mesure
PM1	Système de récupération de chaleur	Fournisseur	Article 10 §1	Montant alloué aux mesures PM1, PM2 et PM3 300.000 €
PM2	Système de modulation large du brûleur	Fournisseur	Article 10 § 2	
PM3	Système feu direct	Fournisseur	Article 10 § 3	
PM4	Chauffage des grands espaces	Fournisseur	Article 10 § 4	200.000 €
PM5	Installation d'une chaudière gaz à condensation	Fournisseur	Article 10 § 6	500.000 €
PM6	Installation de pompe à chaleur	Fournisseur	Article 10 § 7	75.000 €
PM7	Installation d'une micro-génération	Administration	Article 10 § 8	500.000 €
PM8	Travaux de régulation thermique	Administration	Article 10 § 9	150.000 €
PM9	Substitution du chauffage électrique dans les logements sociaux	Administration	Article 10 § 10	1.100.000 €
PM10	Remplacement du système déclage	Fournisseur	Article 11 § 1	800.000 €
PM11	Système de variateur	Fournisseur	Article 11 § 2	1.500.000 €
PM12	Régulation du froid	Fournisseur	Article 11 § 3	150.000 €
PM13	Système d'analyse des consommations	Fournisseur	Article 11 § 4	1.000.000 €

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

**ANNEXE 5 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Modèle du fichier mensuel concernant les personnes physiques à envoyer à l'administration,  
ce fichier est de format excel**

Nom du fichier EVPP\_mois\_fournisseur.xls

La feuille excel reprend les informations suivantes et le tableau

Nom du fournisseur :

Période :

Nom	Prénom	Nom de la rue	N°	Boite postale	Code postal	Localité	Type de mesure (cfr codification)	Montant à octroyer	Date de réception du dossier	Date d'envoi de l'accusé de réception	Date du paiement

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie  
J. DARAS

**ANNEXE 6 à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie**

**Modèle du fichier mensuel concernant les personnes morales à envoyer à l'administration,  
ce fichier est de format excel**

Nom du fichier EVPM\_mois\_fournisseur.xls

La feuille excel reprend les informations suivantes et le tableau (Attention l'adresse à renseigner concerne le site d'exploitation où les travaux ont été réalisés)

Nom du fournisseur :

Période :

Raison sociale	N° T.V.A.	Nom de la rue	N°	Boite postale	Code postal	Localité	Type de mesure (cfr codification)	Montant à octroyer	Date de réception du dossier	Date d'envoi de l'accusé de réception	Date du paiement

Vu pour être annexé à la circulaire ministérielle du 23 décembre 2003 adressée aux fournisseurs d'électricité et de gaz visant à préciser les modalités de gestion administrative des primes octroyées dans le cadre du Fonds Energie.

Namur, le 23 décembre 2003.

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie

J. DARAS

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2004/200179]

**23. DEZEMBER 2003 — Undschreiben an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien****TITEL I — *Speisung des Fonds "Energie"*****I. Rechtsgrundlagen**

- Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts
- Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms
- Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen im Elektrizitätsmarkt
  - Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz in der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 2003 abgeänderten Fassung
  - Ministerialerlass vom 13. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der Rationellen Energienutzung

**II. Speisungsquellen des Fonds "Energie"****1. Im Bereich Elektrizität****a) durch das Aufkommen der folgenden Gebühren:**

- Untersuchung der Akte über die Gemeinnützigkeitserklärung;
  - Untersuchung der Akte über den Antrag auf Genehmigung zur Errichtung neuer Direktleitungen;
  - Untersuchung der Akte über den Antrag auf Gewährung einer Versorgungslizenz;
- b) durch die kraft gesetzlicher, vorschriftsmäßiger und vertragsmäßiger Bestimmungen dem Fonds zugeteilten Geldmittel, um die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Elektrizitätssektors zu finanzieren;
- c) durch das Aufkommen der Anschlussgebühr;
  - d) durch das Aufkommen der Ordnungsstrafen :
- Art. 53, § 1: Nichteinhaltung der im Elektrizitätsdekret und in seinen Durchführungserlassen festgelegten Bestimmungen;
  - Art. 53, § 2: Nichtbeachtung der Quoten der grünen Bescheinigungen.

**2. Im Bereich Gas****a) durch das Aufkommen der folgenden Gebühren:**

- Untersuchung der Akte über die Gemeinnützigkeitserklärung;
  - Untersuchung der Akte über den Antrag auf Genehmigung zur Errichtung neuer Direktleitungen;
- b) durch die kraft gesetzlicher, vorschriftsmäßiger und vertragsmäßiger Bestimmungen dem Fonds zugeteilten Geldmittel, um die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Gassektors zu finanzieren;
- c) durch das Aufkommen der Anschlussgebühr;
  - d) durch das Aufkommen der im Falle der Nichteinhaltung der festgelegten Bestimmungen des Gasdekrets und dessen Durchführungserlasses auferlegten Ordnungsstrafen.

**3. durch die Übertragung des Restbetrags der aufgrund der Artikel 58 und 62 des Gasdekrets gestrichenen Fonds.****III. Verwaltungsverfahren für die Zahlung oder Beitreibung der geschuldeten Beträge****1. Aufkommen der in Punkt II.1.a. und II.2.a. erwähnten Gebühren (Gebühren für die Untersuchung von Akten)**  
Der Antragsteller muss in seiner Akte folgende Angaben machen :

- den Namen und Vornamen oder die Firmenbezeichnung
- die vollständige Adresse
- die Bankkontonummer

Die Energieverwaltung vervollständigt die Einnahmenanweisung und leitet sie an den Generalsteuereinnehmer weiter, der sie dem Antragsteller zusendet.

Die Einnahmenanweisung nennt ausdrücklich:

- die Kontonummer, auf die der Betrag eingezahlt werden muss;
- den Verwendungszweck, der auf dem Einzahlungsschein anzugeben ist;
- die Frist, innerhalb derer die Zahlung ausgeführt werden muss;
- die Rechtsmittel, die dem Antragsteller offen stehen.

**2. Aufkommen der in Punkt II.1.c. und II.2.c. erwähnten Anschlussgebühr (Anschlussgebühr)****2.1. Erhebung der Gebühr**

- Durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 2003 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2003 über die Gebühr für den Anschluss an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz wurde der Erhebungsmechanismus dieser Gebühr von Grund auf überarbeitet und dem im Rahmen der Erhebung des Energiebeitrags (Gesetz vom 22. Juli 1993) geschaffenen System angehängt.

**- Prinzipien:**

1. Jeder Lieferant reicht eine Berufserklärung ein.

2. Die Anschlussgebühr wird auf der Grundlage der Rechnung erhoben, in der das Verbrauchsvolumen des Kunden bestimmt ist.

3. Der Lieferant reicht monatlich eine Erklärung über die im Verlauf des Vormonats verbuchten (Verbrauchs- und Zwischen) Rechnungen ein. Das Ad-hoc-Formular wird im Ministerialerlass zur Festlegung des Erklärungsmusters bestimmt, das vom Lieferanten zur Begleichung der Anschlussgebühr in Ausführung von Artikel 5 des Anschlussgebührenerlasses einzureichen ist.

4. Der Lieferant leistet monatlich eine Vorauszahlung für die mit den Rechnungen verbundenen Gebühren.

4.1. Für Kunden, deren Verbrauchsablesung jährlich erfolgt, wird wie folgt verfahren :

- Der Lieferant kann eine Pauschale von 0,5% zur Berücksichtigung unbezahlter Rechnungen in Abzug bringen.
- Anlässlich des jährlichen Rechnungsabschlusses übermittelt der Lieferant der Abteilung Energie die Unterlagen über die in der Buchführung verbuchten uneinbringlichen Forderungen.
- Nach Überprüfung der eingereichten Unterlagen ist entweder der Betrag der uneinbringlichen Gebühren gleich der Pauschale oder er liegt darüber oder darunter. In letzterem Fall erfolgt ein Ausgleich, d.h., der Lieferant bezahlt die Differenz oder erhält das zu viel Gezahlte durch Abzug dieses Betrags von der darauf folgenden Zahlung zurück.

4.2. Für Kunden, deren Verbrauchsablesung monatlich erfolgt, wird die Pauschale nicht angewandt, sondern der tatsächliche Betrag der uneinbringlichen Forderungen berücksichtigt.

## 2.2. Modalitäten der Zahlung durch den Lieferanten

- Jeder Lieferant gibt auf jedem Einzahlungsschein oder bei jeder elektronischen Überweisung als freien Verwendungszweck an:

«Referenz-Nr. Auftraggeber – Energievektor E oder G - RR/Monat/Jahr»

- Die Einzahlung erfolgt auf das Konto Energiefonds Nr. 091-2150209-39

## 2.3. Übergangsmaßnahme

1. Alle Lieferanten, die zum Zeitpunkt des In-Kraft-Tretens des Erlasses vom 11. Dezember 2003 aktiv sind, geben ihre erste Erklärung zum 15. Januar 2004 ab.

2. Die Lieferanten leisten die erste Zahlung zum 30. Dezember 2003.

3. Für diese 1. Zahlung gelten folgende Zahlungsmodalitäten:

- Konto allgemeine Einnahmen

- Nr. 091-2150200-30

- Verwendungszweck: "Anschlussgebühr 12/03"

## 3. Aufkommen der in Punkt II.1.d. und II.2.d. erwähnten Ordnungsstrafen

3.1. Aufkommen der bei Nichteinhaltung der Bestimmungen des Elektrizitäts- und des Gasdekrets und ihrer Durchführungsverordnungen auferlegten Ordnungsstrafen

- Wenn die CWAPE dem Betroffenen den endgültigen Betrag der zu entrichtenden Ordnungsstrafe mitteilt, leitet sie am gleichen Tag eine Kopie dieses Schreibens der Energieverwaltung zu und gibt dabei ausdrücklich den Namen und Vornamen oder die Firmenbezeichnung des Betroffenen, seine vollständige Adresse und seine Bankkontonummer an.

- Die Energieverwaltung vervollständigt die Einnahmenanweisung und leitet sie an den Generalsteuereinnehmer weiter, der sie dem Antragsteller zusendet.

- Die Einnahmenanweisung nennt ausdrücklich:

- die Kontonummer, auf die der Betrag eingezahlt werden muss;

- den Verwendungszweck, der auf dem Einzahlungsschein anzugeben ist;

- die Frist, innerhalb derer die Zahlung ausgeführt werden muss, d.h. 30 Tage nach der Mitteilung der CWAPE.

## 3.2. Aufkommen der bei Nichtbeachtung der Quoten der grünen Bescheinigungen zu zahlenden Ordnungsstrafen

- Wenn die CWAPE dem/den Versorger/n und Netzbetreiber/n den endgültigen Betrag der zu zahlenden Ordnungsstrafe mitteilt, leitet sie am gleichen Tag eine Kopie dieses Schreibens der Energieverwaltung zu und gibt dabei ausdrücklich den Namen und Vornamen oder die Firmenbezeichnung des/der Versorger/s und Netzbetreiber/s, ihre vollständige Adresse und ihre Bankkontonummer an.

- Die Energieverwaltung vervollständigt die Einnahmenanweisung und leitet sie an den Generalsteuereinnehmer weiter, der sie dem Antragsteller zusendet.

- Die Einnahmenanweisung nennt ausdrücklich:

- die Kontonummer, auf die der Betrag eingezahlt werden muss;

- den Verwendungszweck, der auf dem Einzahlungsschein anzugeben ist;

- die Frist, innerhalb derer die Zahlung ausgeführt werden muss, d.h. 30 Tage nach der Mitteilung der CWAPE.

## IV. Anwendung der Mehrwertsteuer

In Artikel 26 Absatz 3 des Gesetzbuches über die Mehrwertsteuer heißt es insbesondere zur Erbringung von Dienstleistungen, dass "in die Bemessungsgrundlage auch Steuern, Abgaben und Gebühren aufzunehmen" sind. Somit muss auf den Betrag der Anschlussgebühr die Mehrwertsteuer erhoben werden.

## **TITEL II — Administrative und buchhalterische Modalitäten der Verwaltung der durch Vermittlung der Lieferanten gewährten Prämien**

### I. Von den Prämienempfängern auszufüllende Formulare

In Anhang 1 zu diesem Rundschreiben sind die Formulare aufgeführt, die den Empfängern der verschiedenen Prämien zur Verfügung gestellt werden.

Diese Formulare können entweder bei den Lieferanten (falls dieser Lieferant die beantragte Prämie tatsächlich gewährt) und bei der Energieverwaltung abgeholt oder angefordert oder von der Portalseite Energie (<http://energie.wallonie.be>) heruntergeladen werden.

### II. Zahlung des Vorschusses

- Die Berechnung der Höhe des Vorschusses ist in Artikel 8 des Erlasses vom 10. April 2003 über die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen festgelegt.

- Die gemäß Artikel 8, § 1, 1° des Erlasses vom 10. April 2003 erforderliche Mitteilung wird in elektronischem Format als Excel-Tabelle erstellt.

- Sobald die Verwaltung die Beträge zur Auszahlung freigegeben hat, muss mit ca. 45 Tagen für den Eingang des Geldes auf dem Konto des Lieferanten gerechnet werden.

### III. Erstattung der gewährten Prämien

- Jedes Quartal richten die Lieferanten gemäß Artikel 8, § 2 des Erlasses vom 10. April 2003 eine Forderungsammeldung in drei Exemplaren an die Verwaltung, der drei monatlich in elektronischem Format übermittelte Tabellen sowie Belege bezüglich der tatsächlich gezahlten Prämien beizufügen sind.

Sobald die Verwaltung die entsprechenden Überprüfungen vorgenommen und die Beträge zur Auszahlung freigegeben hat, muss mit ca. 45 Tagen für den Eingang des Geldes auf dem Konto des Lieferanten gerechnet werden.

- Nach Maßgabe der Entscheidung der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 wird eine Mittelausstattung in Höhe von 50% des Gesamtbudgets der "Prämien - natürliche Personen" zur Ausschüttung durch die Vermittler 6 Monate lang in Reserve gehalten und im Verhältnis der Anzahl der Einwohner (Kunden), die sie versorgen, an die einzelnen Lieferanten verteilt.

- Die Lieferanten halten sich, für jeden Prämientyp, bei der Bearbeitung der Prämienanträge an das von der Wallonischen Regierung festgesetzte Höchstbudget.

- Wird das einem Lieferanten zugeteilte Budget vor dem 30. Juni aufgebraucht, werden die Anträge zurückgestellt und der Lieferant richtet eine Empfangsbestätigung an den Antragsteller, in der darauf hingewiesen wird, dass sein Antrag im Rahmen des noch verfügbaren Budgets nach dem 1. Juli bearbeitet wird.

- Am 1. Juli reichen die Lieferanten bei der Region die Liste der zurückgestellten zulässigen Anträge (Warteliste) gemäß der in Anhang 2 festgelegten Tabelle ein.

- Die Verwaltung verteilt den Betrag des noch verfügbaren Budgets im Verhältnis dieser Anträge an die Lieferanten.

— Wenn das Budget (d.h. 50 % des ursprünglichen Budgets) zur Abdeckung sämtlicher Anträge auf der Warteliste ausreicht, wird der Restbetrag im Verhältnis aller pro Lieferanten bearbeiteten Akten verteilt.

— Wenn das Budget (d.h. 50 % des ursprünglichen Budgets) nicht zur Abdeckung sämtlicher Anträge auf der Warteliste ausreicht, weist die Verwaltung den einzelnen Lieferanten das Budget nach dem Eingangsdatum der Anträge zu.

— Sobald das für eine Maßnahme (Prämientyp) zugewiesene Gesamtbudget 25% des ursprünglichen Betrags übersteigt, wird der Wallonischen Regierung die Aktualisierung des Plans vorgelegt.

- Nach Maßgabe der Entscheidung der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 wird der Mechanismus der Reservierung einer Mittelausstattung pro Lieferant 2004 einer Bewertung unterzogen.

### IV. Analytische Haushaltsbegleitung des Fonds "Energie"

- Gemäß Artikel 19 des Ministerialerlasses vom 11. Dezember 2003 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der Rationellen Energienutzung sendet jeder Lieferant der Verwaltung monatlich in Form einer elektronischen Datei zwei Tabellen (je eine für natürliche Personen und für juristische Personen) zu, in denen für jeden Prämientyp die folgenden Daten enthalten sind:

- Für natürliche Personen:

Name und Vorname

Adresse des Wohnsitzes

gewährter Betrag

Eingangsdatum der Akten

Versanddatum der Empfangsbestätigung

Datum der Prämienzahlung

- Für juristische Personen:

Firmenbezeichnung und MwSt.-Nummer

Adresse des Betriebssitzes, an dem die Investitionen getätigten wurden

gewährter Betrag

Eingangsdatum der Akten

Versanddatum der Empfangsbestätigung

Datum der Prämienzahlung

- Die einzelnen Prämien müssen nach der in Anhang 3 und 4 definierten Kodifizierung eingetragen werden.

- In Anhang 5 (für natürliche Personen) und Anhang 6 (für juristische Personen) ist je ein Tabellenmuster festgelegt.

- Auf der Grundlage der von den Lieferanten eingereichten Daten und unbeschadet einer späteren Untersuchung der Akten übermittelt die Verwaltung allen Lieferanten im Verlauf des Monats, der auf die Übermittlung der elektronischen Datei folgt, eine Tabelle, in der für jeden Prämientyp ausgewiesen sind: die Gesamtzahl der gewährten Prämien und das dazugehörige Budget, die Verteilung pro Lieferant und das dazugehörige Budget.

- Sobald 80% des Gesamtbudgets einer Maßnahme (Prämientyp) aufgewendet sind, benachrichtigt die Verwaltung jeden Lieferanten durch elektronische Post mit Lesebestätigungsanforderung und alle Anträge werden zurückgestellt. Die (im ersten Aufzählungszeichen dieses Punktes vorgesehene) Übermittlung der Daten erfolgt dann wöchentlich und die Zustimmung der Verwaltung wird innerhalb von drei Werktagen zugeleitet.

- Zum gleichen Zeitpunkt veröffentlicht die Verwaltung gemäß Artikel 18 des Ministerialerlasses vom 11. Dezember 2003 eine entsprechende Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in den Medien, die das Gebiet der Wallonischen Region abdecken, und auf ihrer Portalseite <http://energie.wallonie.be>.

Namur, den 23. Dezember 2003

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

**ANHANG 1 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien**

**Formulare A, B, C, D, E und F**

**FORMULAR A - NATÜRLICHE PERSONEN - 2004**

**ANTRAG AUF EINE PRÄMIE FÜR DEN KAUF EINES KÜHLSCHRANKS ODER  
EINES GEFRIERSCHRANKS A+ UND A++, EINER WASCHMASCHINE AAA ODER  
EINES SATZES VON 5 KOMPAKTEUCHTSTOFFLAMPEN**  
(bitte ein Formular je beantragte Prämie ausfüllen)

Angaben zum Antragsteller

Name:			
Vorname:			
Wohnhaft in:	Straße: PLZ: Tel.: E-Mail:	Gemeinde:	Nr.: Briefk.:
Bankkonto- nummer <sup>1</sup> :			
auf den Namen:			

Kaufbetrag: EUR

Beantragter Prämienbetrag: EUR

Diesem Prämienantrag liegen bei:

- Original oder Fotokopie des Kaufbelegs;
- ggfs. Kassenzettel (nur für Kompaktleuchtstofflampen)
- Kopie des Zahlungsbelegs (wenn Kaufbeleg nicht quittiert)
- Etikett mit Angabe der Energieeffizienz (A+, A++ ...)
- Verpackungsteil oder Dokument, das die Einhaltung der technischen Kriterien beweist (für Kompaktleuchtstofflampen)

Ich, ..... der ..... Unterzeichnete ..... und ..... Antragsteller,  
....., bescheinige hiermit, dass das  
Haushaltselektrogerät oder die Sparlampen, für die ich diesen Prämienantrag einreiche, zu  
privaten Zwecken an folgender Adresse benutzt wird/werden:

In: ....., den: .....

Unterschrift des Antragstellers

<sup>1</sup> Der Inhaber der Kontonummer muss die Person sein, an die die Rechnung gerichtet wurde.

**Wahrung des Privatlebens**

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigten lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

**Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region**

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

**FORMULAR B - NATÜRLICHE PERSONEN - 2004**

**ANTRAG AUF EINE PRÄMIE FÜR DIE ISOLIERUNG DES DACHES, DER  
MAUERN ODER DES BODENS ODER FÜR DIE ERSETZUNG EINER  
EINFACHVERGLASUNG DURCH EINE DOPPELVERGLASUNG IN EINER  
VORHANDENEN WOHNUNG**

(bitte ein Formular je beantragte Prämie ausfüllen)

Angaben zum Antragsteller

Name:			
Vorname:			
Wohnhaft in:	Straße: PLZ: Tel.: E-Mail:	Nr.:	Briefk.:
Bankkonto- nummer <sup>2</sup> :			
auf den Namen:			
Adresse der Wohnung, in der die Arbeiten ausgeführt wurden	Straße: PLZ: Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:

<sup>2</sup> Der Inhaber der Kontonummer muss die Person sein, an die die Rechnung gerichtet wurde.

Technische Auskünfte

Wandisolierung (bitte die isolierte Wand ankreuzen)	<input type="checkbox"/> Dach	Isolierte Fläche:	m <sup>2</sup>	
	<input type="checkbox"/> Mauer			
	<input type="checkbox"/> Boden			
Verwendetes Dämmmaterial - Bezeichnung:				
		λ-Wert des Dämmstoffs:	W/m K	
		Dicke des verlegten Dämmstoffs d:	m	
		Dach - R-Wert des Dämmstoffs (d/λ):	m <sup>2</sup> K/W	
		Mauern oder Böden - U-Wert (d/λ):	W/m <sup>2</sup> K	
Zutreffendes bitte ankreuzen	<input type="checkbox"/> Fenster	Installierte Fläche:	m <sup>2</sup>	
	Installierter Rahmen - Bezeichnung:			
			U-Wert:	W/m <sup>2</sup> K
			Installierte Verglasung - Bezeichnung:	
		U-Wert:	W/m <sup>2</sup> K	
		War die ersetzte Verglasung eine Einfachverglasung?	JA / NEIN	

Preis des gekauften Dämmmaterials/der Leistungen des Unternehmens: EURBeantragter Prämienbetrag: EURDiesem Prämienantrag liegen bei:

- Original oder Kopie der Rechnung (mit den technischen Eigenschaften)
- Kopie des Zahlungsbelegs (wenn Rechnung nicht quittiert)
- Dokument, das die Feststellung der oben angegebenen technischen Auskünfte ermöglicht (wenn sie nicht auf der Rechnung erwähnt sind)
- Foto der Installationen vor den Arbeiten und Foto der neuen Installation (bei Dachisolierung und Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Doppelverglasung)
- Bericht über die Energiebilanz (bei Mauer- und Bodenisolierung)
- Kopie der letzten vom Erdgaslieferanten ausgestellten Rechnung (wenn die Wohnung des Antragstellers an Erdgas angeschlossen ist)

Ich, ..... der ..... Unterzeichnete ..... und ..... Antragsteller,  
....., bescheinige hiermit, dass die Baugenehmigung für die Wohnung, in der die Arbeiten ausgeführt werden, vor dem 1. Dezember 1996 erteilt wurde.

In: ....., den: .....

Unterschrift des Antragstellers

## Wahrung des Privatlebens

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigten lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

**FORMULAR C - NATÜRLICHE PERSONEN - 2004**

**ANTRAG AUF EINE PRÄMIE FÜR DIE DURCHFÜHRUNG VON  
ISOLIERUNGSARBEITEN  
IN EINER NEUEN WOHNUNG**

(bitte ein Formular je beantragte Prämie ausfüllen)

Angaben zum Antragsteller

Name:			
Vorname:			
Wohnhaft in:	Straße: PLZ: Tel.: E-Mail:	Gemeinde:	Nr.: Briefk.:
Bankkontonummer <sup>3</sup> :			
auf den Namen:			
Adresse der Wohnung, in der die Arbeiten ausgeführt wurden	Straße: PLZ:	Nr.: Gemeinde:	Briefk.:

Beantragter Prämienbetrag:

EUR

Diesem Prämienantrag liegen bei:

- durch den Architekten ausgestellte Bescheinigung, in der das vorläufige Abnahmedatum der Wohnung und der K- oder Be-Wert angegeben sind
- Kopie des Berechnungsformulars für den K- oder Be-Koeffizienten (dem Städtebaugenehmigungsantrag beiliegendes Formular)
- Dokument, in dem die Wände der Wohnung beschrieben sind (vom Architekten zu erstellen)

Ich, ..... der ..... Unterzeichnete ..... und ..... Antragsteller, ..... bescheinige hiermit, dass die Wohnung weder mit einem strombetriebenen Heizsystem noch mit einem elektrischen Klimatisierungssystem ausgestattet ist.

In: ..... den: .....

Unterschrift des Antragstellers

<sup>3</sup> Der Inhaber der Kontonummer muss die Person sein, an die die Rechnung gerichtet wurde.

**Wahrung des Privatlebens**

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigen lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

**FORMULAR D - NATÜRLICHE PERSONEN - 2004**

**ANTRAG AUF EINE PRÄMIE FÜR DIE DURCHFÜHRUNG VON  
INSTALLATIONSARBEITEN EINES NIEDERTEMPERATUR- ODER  
KONDENSATIONSGASKESSELS, EINES GASDURCHLAUFERHITZERS, EINER  
WÄRMEPUMPE, EINES HOLZKESSELS, EINES MASSENHEIZOFENS, EINER  
MIKRO-KRAFT-WÄRME-KOPPLUNGSANLAGE UND VON  
WÄRMEREGLUNGSARBEITEN**  
(bitte ein Formular je beantragte Prämie ausfüllen)

Angaben zum Antragsteller

Name:				
Vorname:				
Wohnhaft in:	Straße: PLZ: Tel.: E-Mail:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:
Bankkonto- nummer <sup>4</sup> :				
auf den Namen:				
Adresse der Wohnung, in der die Arbeiten ausgeführt wurden	Straße: PLZ:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:

<sup>4</sup> Der Inhaber der Kontonummer muss die Person sein, an die die Rechnung gerichtet wurde.

Technische Auskünfte

Betroffene Installation (Zutreffendes bitte ankreuzen)	<input type="checkbox"/> Niedertemperaturgaskessel <input type="checkbox"/> Kondensationsgaskessel <input type="checkbox"/> Gasdurchlauferhitzer <input type="checkbox"/> Wärmepumpe <input type="checkbox"/> Holzkessel <input type="checkbox"/> Massenheizofen <input type="checkbox"/> Mikro-Kraft-Wärme-Kopplungsanlage <input type="checkbox"/> Wärmeregelung
Beschreibung der durchgeführten Arbeiten:	
Technische Eigenschaften des installierten Systems:	

Preis der Installation/der Arbeiten: EURBeantragter Prämienbetrag: EURDiesem Prämienantrag liegen bei:

- Original oder Fotokopie der Rechnung (mit den technischen Eigenschaften)
- Kopie des Zahlungsbelegs (wenn Rechnung nicht quittiert)
- Bescheinigung in Begleitung eines Berechnungsblatts über den Wert des Gesamtwärmeisolierungsniveaus K oder des Energiebedarfsniveaus Be (nur bei Installation einer Wärmepumpe)

In: ....., den: .....

Unterschrift des Antragstellers

**Wahrung des Privatlebens**

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigen lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

**FORMULAR E - NATÜRLICHE PERSONEN - 2004**

**ANTRAG AUF EINE PRÄMIE FÜR DIE DURCHFÜHRUNG EINER  
ENERGIEBILANZ  
ODER EINER BILANZ MIT WÄRMEBILDANFERTIGUNG**

Angaben zum Antragsteller

Name:  Vorname:  Wohnhaft in: Bankkonto- nummer <sup>5</sup> :  auf den Namen:	Straße: PLZ: Tel.: E-Mail:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:
Adresse der Wohnung, in der die Bilanz durchgeführt wurde	Straße: PLZ:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:

Technische Auskünfte

Bilanziersteller/ Architekt, der die Bilanz durchgeführt hat  Berufliche Adresse	Name:  Straße: PLZ: Tel.:	Vorname:  Nr.:	Briefk.:
Art der durchgeführten Bilanz	Beschreibung:		

Preis der Bilanz:

EUR

<sup>5</sup> Der Inhaber der Kontonummer muss die Person sein, an die die Rechnung gerichtet wurde.

Beantragter Prämienbetrag: EUR

Diesem Prämienantrag liegen bei:

- Original oder Fotokopie der Rechnung
- Kopie des Zahlungsbelegs (wenn Rechnung nicht quittiert)
- Bericht über die Bilanz

In: ..... den: .....

Unterschrift des Antragstellers

#### Wahrung des Privatlebens

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigten lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

**FORMULAR F - JURISTISCHE PERSONEN - 2004****ANTRAG AUF EINE PRÄMIE IM RAHMEN DES FONDS "ENERGIE"**  
(bitte ein Formular je beantragte Prämie ausfüllen)Angaben zum Antragsteller

<b>INSTITUTION ODER EINRICHTUNG</b>					
Bezeichnung:					
Haupttätigkeit:					
Adresse:	Straße:	PLZ:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:
Bankkonto- nummer:	Tel.:			E-Mail:	
<b>FÜR DEN ANTRAG VERANTWORTLICHER</b>					
Name und Vorname:					
Funktion:					
Telefon:					
<b>KONTAKTPERSON</b>					
Name und Vorname:					
Funktion:					
Kontaktadresse:	Tel.:		E-Mail:		
<b>BETRIEBSSITZ, FÜR DEN DIE PRÄMIE BEANTRAGT WIRD</b>					
Tätigkeit des Sitzes:					
Adresse:	Straße:	PLZ:	Gemeinde:	Nr.:	Briefk.:

**BEANTRAGTE PRÄMIE (Zutreffendes bitte ankreuzen)**

<input type="checkbox"/> Installation jedes Wärmerückgewinnungssystems aus Rauch in Industrie- und Handwerksöfen und in Trocknungsgeräten <input type="checkbox"/> Installation eines breiten Modulationssystems des Brenners, das eine effizientere Regelung erlaubt <input type="checkbox"/> Installation eines Direktbefeuerungsgassystems für die Heizprodukte <input type="checkbox"/> Installation von Heizlüftern und Kondensationsheißlufterzeugern und von Abstrahlgeräten <input type="checkbox"/> Installation eines Kondensationsgaskessels	<input type="checkbox"/> Installation einer Wärmepumpe <input type="checkbox"/> Installation einer Mikro-Kraft-Wärme-Kopplung oder einer hochwertigen Kraft-Wärme-Kopplung <input type="checkbox"/> Wärmeregelungsarbeiten (Thermostatventile, Raumthermostat, Außensonde) <input type="checkbox"/> Ersetzung des Beleuchtungssystems (Relighting) <input type="checkbox"/> Installation eines Frequenzreglers an einem Kompressor, einer Ventilation oder einer Pumpe <input type="checkbox"/> Installation einer Kälteregulierungs- und Abtauzyklusoptimierungsvorrichtung <input type="checkbox"/> Analyse der elektrischen Verbrauche <input type="checkbox"/> Ersetzung der Elektroheizung von Sozialwohnungen durch eine Gasheizung
---	--

Preis der installierten Anlagen/durchgeführten Leistungen:

EUR

Beantragter Prämienbetrag:

EUR

Diesem Prämienantrag liegen bei:

- Original oder Kopie der Rechnung (mit den technischen Eigenschaften)
- Kopie des Zahlungsbelegs (wenn Rechnung nicht quittiert)
- technisches Berechnungsblatt, mit dem sich die erwartete Energieeinsparung in kWh bewerten lässt (außer bei Prämie Nr. 12)
- bei Prämien über 2.000 Bericht des gemäß der Norm NBN-EN 45001 oder NBN-EN 45004 zugelassenen unabhängigen Laboratoriums (nur für Prämien Nr. 1, 2, 3 und 4)
- Bericht über die Bilanz (nur für Prämie Nr. 12)

Ich erkläre, im Rahmen dieses Erlasses und für den oben angegebenen Betriebssitz bereits die folgenden Prämien beantragt zu haben:

Prämienbetrag (EUR)**1.1.1.2.1 Prämienart**

**NUR FÜR UNTERNEHMEN (De-minimis-Regeln)**

Ich, der Unterzeichnete (Name und Vorname), , befugt, die juristische Person zu vertreten, erkläre hiermit, dass der vorliegende Antrag die De-minimis-Regeln erfüllt.

In: ..... den: .....

Unterschrift des Antragstellers

**Wahrung des Privatlebens**

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Daten, die Sie uns durch Ausfüllen eines Formulars zur Verfügung stellen, dazu bestimmt, die Verfolgung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region sicherzustellen, und können an die Dienststellen der Wallonischen Regierung weitergegeben werden. Sie haben auf Wunsch Zugang zu Ihren Daten oder können sie gegebenenfalls berichtigen lassen. Sie können dieses (Zugangs- oder Berichtigungs)Recht bei der Dienststelle ausüben, bei der Sie ein Formular einreichen.

**Bürgerbeauftragter der Wallonischen Region**

Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Ansicht ist, dass eine regionale Verwaltungsbehörde nicht gemäß der Aufgabe öffentlichen Dienstes, die sie erfüllen muss, gehandelt hat, kann schriftlich oder an Ort und Stelle beim Bürgerbeauftragten der Wallonischen Region eine individuelle Beschwerde einreichen.

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003.

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

**ANHANG 2 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien**

**Liste der zurückgestellten zulässigen Anträge**

Diese Tabelle ist in Form einer Excel-Tabelle an die Verwaltung zu übermitteln.

Dateiname: listeattente\_fournisseur.xls

Das Excel-Blatt enthält die folgenden Informationen und die Tabelle.

Name des Lieferanten:

Name oder Firmenbezeichnung	Vorname oder MwSt.-Nr.	Straße	Nr.	Briefkasten	PLZ	Ort	Maßnahmen-typ (s. Kodifizierung)	Zu gewährender Betrag	Eingangs-datum der Akte	Versand-datum der Empfangs-bestätig.	Zulässiger Prämien-antrag

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

**ANHANG 3 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien**

**Kodifizierung der Prämien für natürliche Personen**

Prämien-code	Gegenstand	Bearbeitende Stelle	Fundstelle im Ministerialerlass Energiefonds	Der Maßnahme zugewiesener Betrag
PP1	Kauf eines Kühlschranks oder Gefrierschranks	Lieferant	Artikel 2, § 1	1.075.000 €
PP2	Kauf einer Waschmaschine	Lieferant	Artikel 2, § 2	150.000 €
PP 3	Kauf eines Loses von mind. 5 Leuchtstofflampen zu einem Betrag von mind. 10 €	Lieferant	Artikel 2, § 3	100.000 €
PP4	Kauf eines Dämmstoffs für das Dach	Verwaltung	Artikel 3, § 1, 1°	Für die beiden Maßnahmen PP4 und PP5 zugewiesener Betrag 920.000 €
PP5	Kauf und Verlegung eines Dämmstoffs für das Dach	Verwaltung	Artikel 3, § 1, 1°	
PP6	Kauf und Verlegung eines Dämmstoffs für die Mauern	Verwaltung	Artikel 3, § 1, 2°	300.000 €
PP7	Kauf und Verlegung eines Dämmstoffs für den Boden	Verwaltung	Artikel 3, § 1, 3°	600.000 €
PP8	Ersetzung einer Einfachverglasung durch eine Doppelverglasung	Verwaltung	Artikel 3, § 1, 5°	1.200.000 €
PP9	Isolierung einer neuen Wohnung mit $K \leq 45$	Verwaltung	Artikel 3, § 2	375.000 €
PP10	Kauf und Installation eines Nieder-temperaturgaskessels	Lieferant	Artikel 4, § 1	Für die Maßnahmen PP10 und PP11 zugewiesener Betrag 750.000 €
PP11	Kauf und Installation eines Kondensationsgaskessels	Lieferant	Artikel 4, § 2	
PP12	Installation eines Gas-durchlauferhitzers	Lieferant	Artikel 4, § 3	25.000 €
PP13	Installation einer Wärme-pumpe	Lieferant	Artikel 4, § 4	75.000 €
PP14	Installation eines Monobrennstoff-Holz-Kessels mit automatischer Beschickung	Verwaltung	Artikel 4, § 5	75.000 €
PP15	Kauf und Installation eines Massenheizhofens	Verwaltung	Artikel 4, § 6	112.500 €
PP16	Kauf einer Mikro-Kraft-Wärme-Kopplungs-anlage	Verwaltung	Artikel 4, § 7	62.500 €
PP17	Wärmeregelungs-arbeiten	Verwaltung	Artikel 4, § 8	750.000 €
PP18	Energiebilanz	Verwaltung	Artikel 5, § 1	Für die Maßnahmen PP18 und PP19 zugewiesener Betrag 200.000 €
PP19	Wärmebild	Verwaltung	Artikel 5, § 2	

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

**ANHANG 4 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien**

**Kodifizierung der Prämien für juristische Personen**

Prämien-code	Gegenstand	Bearbeitende Stelle	Fundstelle im Ministerialerlass Energiefonds	Der Maßnahme zugewiesener Betrag
PM1	Wärmerückgewinnungssystem	Lieferant	Artikel 10, § 1	Für die Maßnahmen PM1, PM2 und PM3 zugewiesener Betrag 300.000 €
PM2	Breites Brennermodulations-system	Lieferant	Artikel 10, § 2	
PM3	Direktbefeuерungssystem	Lieferant	Artikel 10, § 3	
PM4	Beheizung großer Räume	Lieferant	Artikel 10, § 4	200.000 €
PM5	Installation eines Kondensationsgaskessels	Lieferant	Artikel 10, § 6	500.000 €
PM6	Installation einer Wärmepumpe	Lieferant	Artikel 10, § 7	75.000 €
PM7	Installation einer Mikro-Kraft-Wärme-Kopplung	Verwaltung	Artikel 10, § 8	500.000 €
PM8	Wärmeregelungsarbeiten	Verwaltung	Artikel 10, § 9	150.000 €
PM9	Ersetzung der Elektroheizung in Sozialwohnungen	Verwaltung	Artikel 10, § 10	1.100.000 €
PM10	Ersetzung des Beleuchtungssystems	Lieferant	Artikel 11, § 1	800.000 €
PM11	Frequenzreglersystem	Lieferant	Artikel 11, § 2	1.500.000 €
PM12	Kälteregulierung	Lieferant	Artikel 11, § 3	150.000 €
PM13	Verbrauchsanalysesystem	Lieferant	Artikel 11, § 4	1.000.000 €

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

**ANHANG 5 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten  
der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien  
Muster der monatlichen Datei (in Excel-Format) über die natürlichen Personen, die an die Verwaltung zu senden ist**

Dateiname: EVPP\_mois\_fournisseur.xls

Das Excel-Blatt enthält die folgenden Informationen und die Tabelle.

Name des Lieferanten:

Zeitraum:

Name	Vorname	Straße	Nr.	Briefkasten	PLZ	Ort	Maßnahmen-typ (s. Kodifiz.)	Zu gewähr. Betrag	Eingangs- datum der Akte	Versand- datum der Empfangs- bestätig.	Zahlungs- datum

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003.

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

---

**ANHANG 6 zum Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten  
der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien**

**Muster der monatlichen Datei (in Excel-Format) über die juristischen Personen, die an die Verwaltung zu senden ist**

Dateiname: EVPm\_mois\_fournisseur.xls

Das Excel-Blatt enthält die folgenden Informationen und die Tabelle (Achtung : Anzugeben ist die Adresse des betreffenden Betriebssitzes, an dem die Arbeiten durchgeführt wurden).

Name des Lieferanten:

Zeitraum:

Firmen- bezeich- nung	MwSt.-Nr.	Straße	Nr.	Briefkasten	PLZ	Ort	Maßnahmen- typ (s. Kodifi- zierung)	Zu gewäh- render Betrag	Eingangs- datum der Akte	Versand- datum der Empfangs- bestätig.	Zahlungs- datum

Gesehen, um dem Ministerialrundschreiben vom 23. Dezember 2003 an die Strom- und Gaslieferanten zur Präzisierung der Modalitäten der administrativen Verwaltung der im Rahmen des Fonds "Energie" gewährten Prämien beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2003

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2004/200179]

**23 DECEMBER 2003. — Omzendbrief aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds****Titel I. — Voeding van het Energiefonds**

## I. Wettelijke grondslagen

- Decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt
- Decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt
- Besluit van de Waalse regering (BWR) van 4 juli 2002 betreffende de promotie van groene elektriciteit
- Besluit van de Waalse regering van 10 april 2003 betreffende de verplichtingen van openbare dienstverlening op de elektriciteitsmarkt
- Besluit van de Waalse regering van 19 juni 2003 betreffende de vergoeding voor aansluiting op het elektriciteits- en gasnet zoals gewijzigd door het besluit van de Waalse regering van 11 december 2003
- Ministerieel besluit van 10 december 2003 betreffende de modaliteiten en procedures voor toekenning van de premies ter bevordering van rationeel energieverbruik

## II. Voedingsbronnen van het Energiefonds

## 1. Inzake elektriciteit

## a) Door de opbrengst van de volgende vergoedingen :

- Onderzoek van het dossier betreffende de verklaring van openbaar nut
  - Onderzoek van het dossier met het verzoek tot toestemming voor de bouw van nieuwe directe lijnen
  - Onderzoek van het dossier met het verzoek tot toekenning van een leveringslicentie
- b) Door de middelen toegekend aan het Fonds krachtens wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen, ter financiering van de verplichtingen van openbare dienstverlening van de elektriciteitssector
- c) Door de opbrengst van de aansluitingsvergoeding
  - d) Door de opbrengst van de administratieve boetes
    - Artikel 53, § 1 : Niet-naleving van de bepalingen vastgelegd door het elektriciteitsdecreet en de uitvoeringsbesluiten ervan
    - Artikel 53, § 2 : Niet-naleving van de quota's voor groene certificaten

## 2. Inzake gas

## a) Door de opbrengst van de volgende vergoedingen :

- Onderzoek van het dossier betreffende de verklaring van openbaar nut
  - Onderzoek van het dossier met het verzoek tot toestemming voor de bouw van nieuwe directe lijnen
- b) Door de middelen toegekend aan het Fonds krachtens wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen, ter financiering van de verplichtingen van openbare dienstverlening van de gassector
- c) Door de opbrengst van de aansluitingsvergoeding
  - d) Door de opbrengst van de administratieve boetes opgelegd bij niet-naleving van de bepalingen van het gasdecreet en de uitvoeringsbesluiten ervan

3. Door de transfer van het saldo van de geschrapt fondsen krachtens artikels 58 en 62 van het gasdecreet  
III. Administratieve procedures voor de storting of inning van de verschuldigde bedragen

## 1. Opbrengst van de vergoedingen bedoeld in de punten II.1.a. en II.2.a. (vergoedingen voor het onderzoek van de dossiers)

## De aanvrager dient in zijn dossier te preciseren :

- De naam en voornaam of de firmanaam
- Het volledige adres
- Het bankrekeningnummer

De Energieadministratie vult het incasso-order in en maakt het over aan de Algemene Ontvanger die het naar de aanvrager stuurt.

## Het incasso-order vermeldt uitdrukkelijk :

- het rekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort
- de mededeling die moet worden vermeld op het stortingsformulier
- de termijn waarbinnen de storting moet worden uitgevoerd
- de verhaalmogelijkheden waaraan de aanvrager beschikt

## 2. Opbrengst van de aansluitingsvergoeding bedoeld in de punten II.1.c. en II.2.c. (aansluitingsvergoeding)

## 2.1. Inning van de vergoeding

- Het besluit van de Waalse regering van 11 december 2003 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 19 juni 2003 betreffende de vergoeding voor de aansluiting op het elektriciteits- en gasnet heeft het inningsmechanisme van deze vergoeding fundamenteel herzien door zich te richten op het systeem ingevoerd in het kader van de inning van de energiebijdrage (wet van 22 juli 1993).

## - Principes :

1. Elke leverancier dient een beroepsverklaring in.
2. De aansluitingsvergoeding wordt geïnd op basis van de factuur die het verbruiksvolume van de klant bepaalt.
3. De leverancier dient maandelijks een aangifte in van de (verbruiks- en tussentijdse) facturen die in de loop van vorige maand zijn geboekt. Het formulier ad hoc zal worden bepaald in het ministerieel besluit dat het model vastlegt van de door de leverancier in te dienen verklaring met het oog op de vereffening van de aansluitingsvergoeding ontvangen in uitvoering van artikel 5 van het BWR betreffende de aansluitingsvergoeding.

4. De leverancier betaalt maandelijks een voorschot overeenstemmend met de vergoedingen van de facturen.

4.1. Voor de klanten met een jaarlijkse verbruiksstaat :

- de leverancier kan een forfait van 0,5 % aftrekken om rekening te houden met de onbetaalde facturen;

- bij de jaarlijkse afsluiting van de rekeningen geeft de leverancier aan de Energieadministratie inzage in de documenten betreffende de in de boekhouding opgenomen oninbare schuldborderingen;

- na verificatie van de ingediende documenten is het bedrag van de oninbare vergoedingen ofwel in overeenstemming met het forfait, ofwel lager of hoger, in welk geval er dus compensatie volgt. In dat geval stort de leverancier het verschil of recuperere hij het teveel gestorte door dit bedrag van de laatste storting af te trekken.

4.2. Voor de klanten met een maandelijkse verbruiksstaat wordt het forfait niet toegepast en wordt het reële bedrag van de oninbare schuldborderingen in aanmerking genomen.

2.2. Stortingsmodaliteiten voor de leverancier

- Elke leverancier vermeldt op elk elektronische stortings- of overschrijvingsformulier de vrije mededeling « referentie van de opdrachtgever - energiedrager E of G - RR/maand/jaar ».

- De storting gebeurt ten voordele van rekening Energiefonds nr. 091-2150209-39

2.3. Overgangsmaatregel

1. Alle leveranciers die actief zijn op de ingangsdatum van het BWR van 11 december 2003, dienen hun eerste aangifte in tegen 15 januari 2004.

2. De leveranciers betalen de eerste storting tegen 30 december 2003.

3. Voor deze 1<sup>e</sup> storting zijn de stortingsmodaliteiten als volgt :

- Rekening algemene ontvangsten

- Nr. 091-2150200-30

- Mededeling « RR 12/03 »

3. Opbrengst van de administratieve boetes bedoeld in de punten II.1.d. en II.2.d.

3.1. Opbrengst van de administratieve boete opgelegd wegens niet-naleving van de bepalingen van de elektriciteits- en gasdecreten en hun uitvoeringsbesluiten

- Wanneer de CWAPE het definitieve bedrag van de te betalen boete aan de overtreder betekent, bezorgt ze dezelfde dag een kopie van deze brief aan de Energieadministratie waarin uitdrukkelijk de naam en voornaam of de firmanaam van de overtreder worden gespecificeerd, zijn volledig adres en zijn bankrekeningnummer.

- De Energieadministratie vult het incasso-order in en maakt het over aan de Algemene Ontvanger die het naar de aanvrager stuurt.

- Het incasso-order vermeldt uitdrukkelijk :

— het rekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort

— de te vermelden mededeling op het stortingsformulier

— de termijn waarbinnen de storting moet gebeuren, namelijk binnen de dertig dagen na de betrekking door de CWAPE.

3.2. Opbrengst van de te betalen boetes wegens niet-naleving van de quota's voor groene certificaten

- Wanneer de CWAPE het definitieve bedrag van de te betalen boete aan de leverancier(s) en distributienetbeheerder(s) betekent, bezorgt ze dezelfde dag aan de Energieadministratie een kopie van deze brief met uitdrukkelijke vermelding van de naam en voornaam of de firmanaam van de leverancier(s) en distributienetbeheerder(s), zijn volledig adres en zijn bankrekeningnummer.

- De Energieadministratie vult het incasso-order in en maakt het over aan de Algemene Ontvanger die het naar de aanvrager stuurt.

- Het incasso-order vermeldt uitdrukkelijk :

— het rekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort

— de te vermelden mededeling op het stortingsformulier

— de termijn waarbinnen de storting moet gebeuren, namelijk binnen de 30 dagen na de betrekking door de CWAPE.

#### IV. Toepassing van de BTW

Artikel 26 van het wetboek van de belasting op de toegevoegde waarde bepaalt in alinea 3 dat wat met name de dienstenprestaties betreft, « eveneens in de aanslagbasis moeten worden opgenomen de belastingen, rechten, heffingen en taksen ». Deze taks moet dus worden geïnd op het bedrag van de aansluitingsvergoeding.

### **TITEL II. — Administratieve en boekhoudmodaliteiten voor het beheer van de premies toegekend door tussenkomst van de leveranciers**

#### I. Formulieren in te vullen door de begünstigden

In bijlage 1 van onderhavige omzendbrief worden de formulieren voorgesteld die ter beschikking zullen worden gesteld aan de begünstigden van de verschillende premies.

Deze documenten zullen verkrijgbaar zijn bij de leveranciers (voor zover deze leverancier de aangevraagde premie effectief toekent) en de Energieadministratie, of kunnen worden gedownload vanaf de Energieportalsite (<http://energie.wallonie.be>).

#### II. Storting van het voorschot

- Artikel 8 van het BWR betreffende de verplichtingen van openbare dienstverlening bepaalt hoe het bedrag van het voorschot moet worden berekend.

- De nota gevraagd in toepassing van artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup> van het BWR van 10 april 2003 wordt opgesteld in de vorm van een elektronisch bestand (Excel-tabel).

- Zodra de administratie de bedragen voor uitbetaling heeft vrijgegeven, moet men ± 45 dagen rekenen alvorens het geld op de rekening van de leverancier staat.

### III. Terugbetaling van de toegekende premies

- Elk kwartaal sturen de leveranciers aan de Administratie, overeenkomstig artikel 8, § 2 van het BWR van 10 april 2003, een schuldborderingsverklaring in drie exemplaren vergezeld van de drie maandelijks ingediende tabellen, in elektronisch formaat, evenals bewijsstukken betreffende de effectief betaalde premies.

Zodra de administratie alles heeft geverifieerd en de bedragen voor uitbetaling heeft vrijgegeven, moet men ± 45 dagen rekenen alvorens het geld op de rekening van de leverancier staat.

- Overeenkomstig de beslissing van de Waalse regering van 10 juli 2003 zal een enveloppe ter waarde van 50 % van het totale budget van de « premies – natuurlijke personen », die door hun tussenkomst moet worden gedistribueerd, gedurende zes maanden worden gereserveerd en verdeeld tussen de leveranciers in verhouding tot het aantal inwoners (klanten) dat ze bedienen.

- De leveranciers verwerken de premieaanvragen en eerbiedigen daarbij, per type premie, het maximumbudget dat door de Waalse regering is uitgetrokken.

- Als het aan een leverancier toegekende budget is uitgeput vóór 30 juni, worden de aanvragen opgeschorst en stuurt de leverancier een ontvangstbewijs aan de aanvrager met vermelding dat zijn aanvraag na 1 juli zal worden behandeld, in de mate van het nog beschikbare budget.

- Op 1 juli dienen de leveranciers bij het Gewest de lijst van wachtende ontvankelijke aanvragen in, overeenkomstig de tabel bepaald in bijlage 2.

- De administratie verdeelt tussen de leveranciers het bedrag van het nog beschikbare budget in verhouding tot deze aanvragen.

— Als het budget (nl. 50 % van het aanvankelijke budget) toereikend is om alle wachtende aanvragen te dekken, zal het saldo worden verdeeld in verhouding tot het geheel van de dossiers die per leverancier worden behandeld.

— Als het budget (nl. 50 % van het aanvankelijke budget) ontoereikend is om alle wachtende aanvragen te dekken, kent de administratie het budget toe aan de verschillende leveranciers op basis van de datum waarop de aanvragen zijn ingediend.

— Zodra het totale budget dat aan een maatregel (type premie) is toegekend het aanvankelijke bedrag met 25 % overschrijdt, wordt de actualisering van het plan voorgelegd aan de Waalse regering.

- Overeenkomstig de beslissing van de Waalse regering van 10 juli 2003 zal het mechanisme voor de reservering van een enveloppe per leverancier worden geëvalueerd in 2004.

### IV. Analytische follow-up van het budget van het Energiefonds

- Overeenkomstig artikel 19 van het ministerieel besluit van 11 december 2003 betreffende de modaliteiten en procedures voor de toekenning van de premies ter bevordering van het rationeel energieverbruik, dient elke leverancier maandelijks bij de administratie in de vorm een elektronisch bestand twee tabellen in voor respectievelijk natuurlijke personen en rechtspersonen, die voor elk type premie de volgende gegevens bevatten :

- Voor natuurlijke personen :

naam en voornaam

adres van de woonplaats

toegekend bedrag

ontvangstdatum van de dossiers

verzendingsdatum van het ontvangstbewijs

datum van de betaling van de premie

- Voor rechtspersonen :

firmanaam en BTW-nr.

adres van de exploitatiezetel waar de investeringen zijn gedaan

toegekend bedrag

ontvangstdatum van de dossiers

verzendingsdatum van het ontvangstbewijs

datum van de betaling van de premie

- De verschillende premies moeten worden ingediend volgens de codificatie vastgelegd in de bijlagen 3 en 4.

- Een model van tabel is vastgelegd in bijlage 5 (voor natuurlijke personen) en in bijlage 6 (voor rechtspersonen).

- Op basis van de door de leveranciers ingediende gegevens en ongeacht het latere onderzoek van de dossiers, bezorgt de administratie aan alle leveranciers, in de maand volgend op de indiening van het elektronische bestand, een tabel die per type premie vermeldt : het totale aantal toegekende premies en het bijbehorende budget, de verdeling per leverancier en het bijbehorende budget.

- Zodra 80 % van het totale budget van een maatregel (type premie) is uitgegeven, verwittigt de administratie elke leverancier per e-mail met ontvangstbewijs en worden alle aanvragen opgeschorst. De gegevens worden wekelijks ingediend (zoals voorzien in het 1<sup>e</sup> lid van het betreffende punt) en het akkoord van de administratie volgt binnen de drie werkdagen.

- Op hetzelfde ogenblik en overeenkomstig artikel 18 van het ministerieel besluit van 11 december 2003, publiceert de administratie een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, in de media die het grondgebied van het Waals Gewest bestrijken en op haar portaal <http://energie.wallonie.be>.

Namen, 23 december 2003.

**BIJLAGE 1 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds**

**Formulieren A, B, C, D, E en F**

**FORMULIER A – NATUURLIJKE PERSONEN – 2004**

**AANVRAAG VAN EEN PREMIE VOOR DE AANKOOP VAN EEN KOELKAST OF  
EEN DIEPVRIEZER A+ en A++, EEN WASMACHINE AAA OF EEN STEL VAN 5  
FLUOCOMPACTE LAMPEN**  
(één formulier invullen per aangevraagde premie)

Gegevens van de aanvrager

Naam :			
Voornaam :			
Woonachtig te :	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	
	Tel. :		
	E-mail :		
Nummer bankrekening <sup>1</sup> :			
geopend op naam van :			

Bedrag van de aankoop : EUR

Bedrag van de aangevraagde premie : EUR

Bij deze premieaanvraag worden gevoegd :

- origineel of fotokopie van het aankoopbewijs
- eventueel kassaticket (enkel voor fluocompakte lampen)
- kopie van het betalingsbewijs (indien geen aankoopbewijs is uitgeschreven)
- etiket met vermelding van de energieklaasse (A+, A++,...)
- verpakkingsgedeelte of document dat de naleving van de technische criteria bewijst (voor fluocompakte lampen)

Ik

ondergetekende,.....

....., aanvrager, bevestig dat het elektrisch huishoudtoestel of de spaarlampen waarvoor ik deze premieaanvraag indien, gebruikt zullen worden voor privé-doeleinden op het volgende adres:

Opgemaakt te..... op.....

Handtekening van de aanvrager

<sup>1</sup> De houder van het rekeningnummer moet de persoon zijn op wiens naam de factuur is opgemaakt.

**Erbied voor de privacy**

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechternetten. U kunt dit inzage- en rechternetsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

**Ombudsman van het Waals Gewest**

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

**FORMULIER B – NATUURLIJKE PERSONEN – 2004**

**AANVRAAG VAN EEN PREMIE VOOR DE ISOLATIE VAN HET DAK, DE  
MUREN, DE VLOER OF VOOR DE VERVANGING VAN ENKEL GLAS DOOR  
DUBBEL GLAS IN EEN BESTAANDE WONING**  
(één formulier invullen per aangevraagde premie)

Gegevens van de aanvrager

Naam :			
Voornaam :			
Woonachtig te :	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	
	Tel. :		
	E-mail :		
Nummer bankrekening <sup>2</sup> :			
geopend op naam van :			
Adres van de woning waar de werken zijn uitgevoerd	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	

<sup>2</sup> De houder van het rekeningnummer moet de persoon zijn op wiens naam de factuur is opgemaakt.

Technische inlichtingen

Isolatie van wanden (de geïsoleerde wand aankruisen)	<input type="checkbox"/> Dak	
	<input type="checkbox"/> Muur Geïsoleerde oppervlakte :	m <sup>2</sup>
	<input type="checkbox"/> Vloer	
	Gebruikt materiaal – benaming :	
	Waarde $\lambda$ van het isolatiemiddel :	W/m K
	Dikte d van het geplaatste isolatiemiddel :	m
<u>Dak</u> - coëfficiënt R van het isolatiemiddel (d/ $\lambda$ ) :	m <sup>2</sup> K/W	
<u>Muren of vloeren</u> - Waarde U(d/ $\lambda$ ) :	W/m <sup>2</sup> K	
Het betreffende vakje aankruisen	<input type="checkbox"/> Venster Geïnstalleerde oppervlakte:	m <sup>2</sup>
	Geïnstalleerd raam - benaming :	
	Waarde U :	W/m <sup>2</sup> K
	Geïnstalleerd glas - benaming :	
Waarde U :	W/m <sup>2</sup> K	
Was het vervangen glas enkel glas? :	JA / NEE	

Prijs van het gekochte isolatiemateriaal / van de prestaties van de aannemer : EURBedrag van de aangevraagde premie : EUR

Bij deze premieaanvraag worden gevraagd :

- origineel of kopie van de factuur (met technische kenmerken)
- kopie van het betalingsbewijs (indien geen factuur is uitgeschreven)
- document om de hierboven opgegeven technische kenmerken te identificeren (indien niet vermeld op de factuur)
- foto van de installatie vóór de werken en foto van de nieuwe installatie (voor de isolatie van het dak en de vervanging van enkel glas door dubbel glas)
- verslag van de energieaudit (voor de isolatie van muren en vloeren)
- kopie van de laatste factuur opgesteld door de aardgasleverancier (indien de woning van de aanvrager aangesloten is op aardgas)

Ik ondergetekende,....., aanvrager, bevestig dat de bouwvergunning voor de woning waarin de werken worden uitgevoerd, werd toegekend vóór 1 december 1996.

Opgemaakt te ..... op .....

Handtekening van de aanvrager

Eerbied voor de privacy

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechtzetten. U kunt dit inzage- en rechtzettingsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

Ombudsman van het Waals Gewest

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

**FORMULIER C – NATUURLIJKE PERSONEN – 2004**

**AANVRAAG VAN EEN PREMIE VOOR DE UITVOERING VAN  
ISOLATIEWERKEN  
IN EEN NIEUWE WONING**  
(één formulier invullen per aangevraagde premie)

Gegevens van de aanvrager

Naam :			
Voornaam :			
Woonachtig te :	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	
	Tel. :		
	E-mail :		
Nummer bankrekening <sup>3</sup> :			
geopend op naam van :			
Adres van de woning waar de werken zijn uitgevoerd	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	

Bedrag van de aangevraagde premie : EUR

Bij deze premieaanvraag worden gevoegd :

- Attest opgesteld door de architect met vermelding van de voorlopige opleveringsdatum van de woning en de waarde K of Be
- Kopie van het berekeningsformulier voor de coëfficiënt K of Be (formulier gevoegd bij de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning)
- Document dat de wanden van de woning beschrijft (op te stellen door de architect)

Ik ondergetekende,....., aanvrager, bevestig dat de woning niet is uitgerust met een elektrisch verwarmingssysteem noch met een elektrisch airconditioningsysteem.

Opgemaakt te ..... op .....

Handtekening van de aanvrager

<sup>3</sup> De houder van het rekeningnummer moet de persoon zijn op wiens naam de factuur is opgemaakt.

**Erbied voor de privacy**

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechzetteren. U kunt dit inzage- en rechtzettingsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

**Ombudsman van het Waals Gewest**

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

**FORMULIER D – NATUURLIJKE PERSONEN – 2004**

**AANVRAAG VAN EEN PREMIE VOOR DE UITVOERING VAN WERKEN VOOR  
DE INSTALLATIE VAN EEN GASVERWARMINGSKETEL MET LAGE  
TEMPERATUUR OF MET CONDENSATIE, EEN GASGEISER VOOR  
ONMIDDELLIJK HEET WATER, EEN WARMTEPOMP, EEN  
VERWARMINGSKETEL OP HOUT, EEN MASSAKACHEL, EEN EENHEID VOOR  
MICRO-WARMTEKRACHTKOPPELING EN WARMTEREGELING**  
(één formulier in te vullen per aangevraagde premie)

Gegevens van de aanvrager

Naam :			
Voornaam :			
Woonachtig te :	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	
	Tel. :		
	E-mail :		
Nummer bankrekening <sup>4</sup> :			
geopend op naam van :			
Adres van de woning waar de werken zijn uitgevoerd	Straat	Nr :	Bus :
	Postcode :	Gemeente :	

<sup>4</sup> De houder van het rekeningnummer moet de persoon zijn op wiens naam de factuur is opgemaakt.

Technische inlichtingen

Betrokken installatie (het betreffende vakje aankruisen)	<input type="checkbox"/> Gasverwarmingsketel met lage temperatuur <input type="checkbox"/> Gasverwarmingsketel met condensatie <input type="checkbox"/> Gasgeiser voor onmiddellijk heet water <input type="checkbox"/> Warmtepomp <input type="checkbox"/> Verwarmingsketel op hout <input type="checkbox"/> Massakachel <input type="checkbox"/> Eenheid voor micro-warmtekrachtkoppeling <input type="checkbox"/> Warmte regeling
Beschrijving van de uitgevoerde werken :	
Technische kenmerken van het geïnstalleerde systeem :	

Prijs van de installatie/de werken : EUR

Bedrag van de aangevraagde premie : EUR

Bij deze premieaanvraag worden gevraagd :

- Origineel of fotokopie van de factuur (met technische kenmerken)
- Kopie van het betalingsbewijs (indien geen factuur is uitgeschreven)
- Een attest vergezeld van een berekeningsnota die de waarde van het totale niveau van de warmte-isolatie K of het niveau van de energiebehoeften Be vermeldt (enkel voor de installatie van een warmtepomp)

Opgemaakt te..... op.....

Handtekening van de aanvrager

Erbied voor de privacy

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechtern. U kunt dit inzage- en rechternetsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

Ombudsman van het Waals Gewest

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

**FORMULIER E – NATUURLIJKE PERSONEN – 2004****AANVRAAG VAN EEN PREMIE VOOR DE UITVOERING VAN EEN  
ENERGIEAUDIT  
OF EEN AUDIT DOOR THERMOGRAFIE**Gegevens van de aanvrager

Naam : Voornaam : Woonachtig te : Straat Postcode : Tel. : E-mail :  Nummer bankrekening <sup>5</sup> :  geopend op naam van :	Nr : Bus :  Gemeente :	
Adres van de woning waar de werken zijn uitgevoerd	Straat Postcode : Gemeente :	Nr : Bus :

Technische inlichtingen

Auditor/Architect die de audit heeft uitgevoerd	Naam :  Straat : Postcode : Tel. :	Voornaam :  Nr : Bus :
Beroepsadres	Gemeente :	
Type uitgevoerde audit	Beschrijving :	

Prijs van de audit : EUR

Bedrag van de aangevraagde premie : EUR

<sup>5</sup> De houder van het rekeningnummer moet de persoon zijn op wiens naam de factuur is opgemaakt.

Bij deze premieaanvraag worden gevoegd :

- origineel of fotokopie van de factuur
- kopie van het betalingsbewijs (indien geen factuur is uitgeschreven)
- auditverslag

Opgemaakt te..... op.....

Handtekening van de aanvrager

Erbied voor de privacy

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechzetteten. U kunt dit inzage- en rechzettingsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

Ombudsman van het Waals Gewest

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

**FORMULIER F - RECHTSPERSONEN - 2004**  
**AANVRAAG VAN EEN PREMIE IN HET KADER VAN HET ENERGIEFONDS**  
 (één formulier invullen per aangevraagde premie)

Gegevens van de aanvrager**INSTELLING OF ORGANISME**

Benaming :

Hoofdactiviteit :

Adres :

Straat :

Nr :

Bus :

Postcode :

Gemeente :

Tel. :

E-mail :

Nummer  
bankrekening :**VERANTWOORDELIJKE VOOR DE AANVRAAG**

Naam en voornaam

:

Functie :

Tel. :

**CONTACTPERSOON**

Naam en voornaam

:

Functie :

Gegevens : Tel. :

E-mail :

**EXPLOITATIEZETEL WAARVOOR DE PREMIE WORDT AANGEVRAAGD**Activiteit van de  
zetel :

Gegevens : Straat :

Nr :

Bus :

Postcode : Gemeente :

**AANGEVRAAGDE PREMIE (het betreffende vakje aankruisen)**

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> de installatie van elk systeem voor de recuperatie van rookgassen in industriële en ambachtelijke ovens en in droogtoestellen; | <input type="checkbox"/> de installatie van een warmtepomp;   |
| <input type="checkbox"/> de installatie van een systeem voor brede modulering van de brander dat een efficiëntere regeling mogelijk maakt;              | <input type="checkbox"/> de installatie van een kwalitatieve eenheid voor micro-warmtekrachtkoppeling of warmtekrachtkoppeling; |
| <input type="checkbox"/> de installatie van een systeem van direct vuur op de te verwarmen producten;   | <input type="checkbox"/> werken voor warmteregeling (thermostatische kleppen; omgevingsthermostaat, buitensonde);               |
| <input type="checkbox"/> de installatie van aérothermen en warmeluchtgeneratoren met condensatie en van stralingstoestellen;                            | <input type="checkbox"/> de vervanging van het verlichtingsysteem (relighting);   |
| <input type="checkbox"/> de installatie van een gasverwarmingsketel met condensatie;  | <input type="checkbox"/> de installatie van een frequentievariator op compressor, ventilatie en pomp;                           |
|   | <input type="checkbox"/> de installatie van een inrichting voor kouderegeling en optimalisering van de ontdooiingscycli;        |
|   | <input type="checkbox"/> analyse van het elektriciteitsverbruik;  |
|   | <input type="checkbox"/> de vervanging van elektrische verwarming in sociale woningen door gasverwarming.                       |

Prijs van de geïnstalleerde uitrusting/uitgevoerde prestaties :

EUR

Bedrag van de aangevraagde premie :

EUR

Bij deze premieaanvraag worden gevoegd :

- origineel of kopie van de factuur (met technische kenmerken)
- kopie van het betalingsbewijs (indien geen factuur is uitgeschreven)
- een technische berekeningsnota om de verwachte energiebesparing in kWh te evalueren (behalve voor premie nr. 12)
- voor een premie van meer dan 2 000 , h et verslag van het onafhankelijk laboratorium erkend volgens norm NBN-EN 45001 of NBN-EN 45004 (enkel voor de premies nrs. 1, 2, 3 en 4)
- het auditverslag (enkel voor premie nr. 12)

Ik verklaar in het kader van dit besluit en voor de hierboven vermelde exploitatiezetel reeds de volgende premies te hebben aangevraagd :

Aard van de premieBedrag van de premie (EUR)

**ENKEL VOOR ONDERNEMINGEN (de minimis-regels)**

Ik ondergetekende (naam en voornaam),  
gemachtigd om de rechtspersoon te vertegenwoordigen, verklaar dat deze aanvraag voldoet aan  
de de minimis-regels.

Opgemaakt te..... op.....

Handtekening van de aanvrager

**Erbied voor de privacy**

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens die u ons door het invullen van een formulier bezorgt, bestemd voor de follow-up van uw dossier bij het Ministerie van het Waals Gewest en kunnen ze worden doorgestuurd naar de diensten van het Waals Gewest. U kunt uw gegevens inkijken en eventueel laten rechtdelen. U kunt dit inzage- en rechtdelingsrecht uitoefenen bij de dienst waaraan u een formulier toestuurt.

**Ombudsman van het Waals Gewest**

Iedere natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van een hem betreffende zaak meent dat een administratieve overheid van het Waals Gewest niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening die zij moet uitvoeren, kan een individuele klacht indienen, schriftelijk of ter plaatse, bij de Ombudsman van het Waals Gewest.

Gezien omgevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

**BIJLAGE 2 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds**

**Lijst van de wachtende ontvankelijke aanvragen**

Deze tabel moet in de vorm van een Excel-tabel worden ingediend bij de Administratie

Naam van het bestand : listeattente-Fournisseur.xls

Het Excel-blad bevat de volgende informatie en de tabel

Naam van de leverancier :

Naam of firmanaam	Voornaam of BTW-nr	Straatnaam	Nr.	Postbus	Postcode	Gemeente	Type maatregel (cf. codificatie)	Toe te kennen bedrag	Ontvangst-datum van het dossier	Verzendingsdatum van het ontvangstbewijs	Ontvankelijke premieaanvraag

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

**BIJLAGE 3 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds**

**Codificatie van de premies voor natuurlijke personen**

Code van de premie	Onderwerp	Behandelende dienst	Referentie in het ministerieel besluit Energiefonds	Bedrag toegekend aan de maatregel
PP1	Aankoop van koelkast of diepvriezer	Leverancier	Artikel 2 § 1	1.075.000 €
PP2	Aankoop van een wasmachine	Leverancier	Artikel 2 § 2	150.000 €
PP 3	Aankoop van een stel van minstens 5 lampen voor een bedrag van minstens 10 €	Leverancier	Artikel 2 § 3	100.000 €
PP4	Aankoop van isolatiemateriaal voor het dak	Administratie	Artikel 3 § 1 1°	Bedrag toegekend voor de twee maatregelen PP4 en PP5 920.000 €
PP5	Aankoop en plaatsing van isolatiemateriaal voor het dak	Administratie	Artikel 3 § 1 1°	
PP6	Aankoop en plaatsing van isolatiemateriaal voor de muren	Administratie	Artikel 3 § 1 2°	300.000 €
PP7	Aankoop en plaatsing van isolatiemateriaal voor de vloer	Administratie	Artikel 3 § 1 3°	600.000 €
PP8	Vervanging van enkel glas door dubbel glas	Administratie	Artikel 3 § 1 5°	1.200.000 €
PP9	Isolatie van nieuwe woning met waarde K<= 45	Administratie	Artikel 3 § 2	375.000 €
PP10	Aankoop en installatie van een gasverwarmingsketel met lage temperatuur	Leverancier	Artikel 4 § 1	Bedrag toegekend voor de maatregelen PP10 en PP11 750.000 €
PP11	Aankoop en installatie van een gasverwarmingsketel met condensatie	Leverancier	Artikel 4 § 2	
PP12	Installatie van een gasgeiser met onmiddellijk heet water	Leverancier	Artikel 4 § 3	25.000 €
PP13	Installatie van een warmtepomp	Leverancier	Artikel 4 § 4	75.000 €
PP14	Installatie van een verwarmingsketel met monoverbranding op hout met automatische lading	Administratie	Artikel 4 § 5	75.000 €
PP15	Aankoop en installatie van een massakachel	Administratie	Artikel 4 § 6	112.500 €
PP16	Aankoop van een installatie voor micro-warmtekrachtkoppeling	Administratie	Artikel 4 § 7	62.500 €
PP17	Werken voor warmtere-gulering	Administratie	Artikel 4 § 8	750.000 €
PP18	Energieaudit	Administratie	Artikel 5 § 1	Bedrag toegekend voor de maatregelen PP18 en PP19 200.000 €
PP19	Thermografie	Administratie	Artikel 5 § 2	

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

**BIJLAGE 4 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precivering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds**

**Codificatie van de premies voor rechtspersonen**

Code van de premie	Onderwerp	Behandelende dienst	Referentie in het ministerieel besluit Energiefonds	Bedrag toegekend aan de maatregel
PM1	Warmterecuperatiesysteem	Leverancier	Artikel 10 § 1	Bedrag toegekend aan de maatregelen PM1, PM2 en PM3 300.000 €
PM2	Systeem voor brede modulering van de brander	Leverancier	Artikel 10 § 2	
PM3	Systeem voor direct vuur	Leverancier	Artikel 10 § 3	
PM4	Verwarming van grote ruimtes	Leverancier	Artikel 10 § 4	200.000 €
PM5	Installatie van een gasverwarmingsketel met condensatie	Leverancier	Artikel 10 § 6	500.000 €
PM6	Installatie van een warmtepomp	Leverancier	Artikel 10 § 7	75.000 €
PM7	Installatie van een micro-warmtekrachtkoppeling	Administratie	Artikel 10 § 8	500.000 €
PM8	Werken voor warmtere-gulering	Administratie	Artikel 10 § 9	150.000 €
PM9	Vervanging van elektrische verwarming in sociale woningen	Administratie	Artikel 10 § 10	1.100.000 €
PM10	Vervanging van het verlichtingssysteem	Leverancier	Artikel 11 § 1	800.000 €
PM11	Variatorsysteem	Leverancier	Artikel 11 § 2	1.500.000 €
PM12	Kouderegulering	Leverancier	Artikel 11 § 3	150.000 €
PM13	Systeem voor analyse van het verbruik	Leverancier	Artikel 11 § 4	1.000.000 €

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precivering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

**BIJLAGE 5 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds  
Model van het maandelijkse bestand voor natuurlijke personen, op te sturen naar de Administratie (bestand in Excel-formaat)**

Naam van het bestand EVPP\_mois\_Fournisseur.xls

Het Excel-blad bevat de volgende informatie en de tabel

Naam van de leverancier :

Periode :

Naam	Voornaam	Straat-naam	Nr.	Postbus	Postcode	Gemeente	Type maatregel (cf. codificatie)	Toe te kennen bedrag	Ontvangst-datum van het dossier	Verzendings-datum van het ontvangstbewijs	Datum van de betaling

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

**BIJLAGE 6 bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds  
Model van het maandelijkse bestand voor rechtspersonen, op te sturen naar de Administratie (bestand in Excel-formaat)**

Naam van het bestand EVPM\_mois\_Fournisseur.xls

Het Excel-blad bevat de volgende informatie en de tabel (het op te geven adres betreft de exploitatiezetel waar de werken zijn uitgevoerd)

Naam van de leverancier :

Periode :

Naam	Voornaam	Straat-naam	Nr.	Postbus	Postcode	Gemeente	Type maatregel (cf. codificatie)	Toe te kennen bedrag	Ontvangst-datum van het dossier	Verzendings-datum van het ontvangstbewijs	Datum van de betaling

Gezien om gevoegd te worden bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2003 aan de elektriciteits- en gasleveranciers ter precisering van de modaliteiten voor het administratief beheer van de premies toegekend in het kader van het Energiefonds.

Namen, 23 december 2003.

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS